l'unité

M 2805 - N° 565 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 29 juin 1984



LE PRETEXTE

Croire qu'il nous suffira "d'expliquer" est insuffisant: dimanche dernier, l'immense majorité des manifestants ne voulait même pas connaître le contenu réel d'un texte-prétexte

(page 3)

LES RETROUVAILLES DE FONTAINEBLEAU

La victoire de la présidence française est d'abord une victoire de l'Europe due à la longue patience de François Mitterrand au service de la certaine idée qu'il se fait de la Communauté

(page 7)

LES TROIS JOURS DU KREMLIN

C'est seulement dans quelques mois que l'on mesurera les résultats concrets du dialogue renoué avec les dirigeants soviétiques. Mais ceux-ci ont compris que François Mitterrand savait tenir un langage ferme et sans complaisance

(page 12)

HIDALGO L'HUMANISTE

Durant ses huit années à la tête de l'équipe de France, Michel Hidalgo s'est efforcé d'être un "grand frère" pour un groupe de joueurs solidaires. Plus que la chance c'est là que réside le secret des entraîneurs qui réussissent

(page 16)

LES STATUES NAISSENT AUSSI

Grâce à des commandes de l'Etat le statuaire reprend pied pour mettre sur un piedestal Pompidou, Mendès-France, Blum ou Picasso... avec plus ou moins de bonheur

(page 18)



LE MINISTERE DU MENSONGE

Etrange journée de dupes celle qui fit reprendre -symboliquement- la Bastille par les chouans au son de Nabucco !

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

IL est des moments historiques où le symbole, l'incantation, l'irrationnel réussissent à lever des foules. Alors, la marée humaine prend corps, ravie de se trouver unie dans la même haine du bouc émissaire. Souvenons-nous des procès contre les sorcières, de la chasse aux juifs, de la crucifixion de Jésus... Etrangement, il y a toujours une histoire religieuse dans ces temps forts où se soudent les identités de clans, de nations. Toujours un péril : peste, crise économique, guerre. Et toujours, sans aucune dérogation, un mensonge. Enorme, si possible. Incroyable au point que, la crise passée, plus personne ne comprend comment la foule a pu le croire et, en son nom, attaquer la victime.

Toutes proportions gardées, la grille d'analyse tient parfaitement, celle qui fait de la loi



Savary ce bouc émissaire rêvé derrière lequel la France profonde vient de se retrouver avec ce touchant unanimisme tranquille qui fleure bon la ritournelle du terroir.

Le terrain avait été bien préparé, avec matraquage sur le thème des risques de débordements et de provocations. Comme si un gouvernement de gauche pouvait en l'occurrence user des armes que la droite a su employer plus qu'à son tour ! Ainsi se justifiait l'efficacité des services d'ordre. Et cette maîtrise de l'art de la manifestation que nous ne connaissions jusqu'alors qu'à la C.g.t. Parcours jalonnés de haut-parleurs tonitruants, foulards de couleurs distribués aux manifestants pour mieux orchestrer les mouvements de foule sur la place de la Bastille... Les organisateurs n'ont pas lésiné pour faire de ce rassemblement politico-religieux une immense fête populaire. « Le quotidien de Paris » lui-même avance des chiffres de

vingt milliards de centimes en décortiquant le budget de la manifestation, y compris les 75 millions de francs que coûtent les engins de l'armée et de la police, ainsi que les 25 000 hommes en tenue mobilisés pour la circonstance. Une somme que chaque Français imposé contribuera à payer...

Un budget colossal, à la mesure de l'ambition de cette réunion. « La manif du siècle » titre « le Figaro ». Et chacun de comparer la densité des manifestants : oubliant allègrement le 13 mai 1968, la référence la plus communément employée est la victoire de la Libération, en 1944. Hasard ? Comme serait un hasard le succès de Debré et de Chaban-Delmas tout au long de leur parcours ? La France profonde pleure encore son héros disparu, et rien de tel qu'une pincée de gaullisme pour revigorer les orphelins en mal d'unanimité nationale.

« La France entière était là », clame « le Quotidien de Paris » qui n'hésite pas à ajouter : « Et celle qui n'était pas là vibrait en grande partie avec les manifestants. » Foin de querelles chiffrières, l'important, c'est qu'ils se disent être la France. Ainsi ils sont contents. Et dangereux.

Quelque chose de très archaïque

Mais non, toute la France n'était pas là. Et d'abord pas celle qui avait manifesté, le 27 avril dernier à l'appel du Cnal dans toutes les grandes villes du pays. Au total, au moins autant que ceux qui ont défilé cette fois dans Paris. Ensuite, pas celle qui a eu la curiosité de mettre le nez dans *le projet de loi Savary* et qui a eu l'honnêteté de reconnaître que rien, là-dedans, ne méritait qu'un chat soit fouetté. Non, ceux qui applaudissaient les banderoles des établissements religieux fondés en 1550, ceux qui dansaient la bourrée sur « l'Hymne à la Joie » de Beethoven en scandant : « Dieu n'est pas négociable », avaient quand même quelque chose de très archaïque pour la majorité des Français. Mais ils s'étaient trouvé une identité, celle du peuple de droite qui, sûrement, commençait à se désespérer. Un mélange de paysans et de bourgeois B.c.b.g. brandissant d'énormes lettres : « Je suis le peuple. » En quelque sorte : « Moi aussi. » Mais pas tout seul. La vague d'enthousiasme née dimanche ne doit le faire oublier à personne.

Pourquoi étaient-ils là ? Pour la liberté, répondaient-ils. Et « le Figaro » de s'extasier devant ce « cri d'angoisse contre une loi liberticide ». Liberté, mot incantatoire par excellence. Et Dieu sait si la gauche a su s'en servir et si, pour elle, beaucoup de ses enfants ont sacrifié leur vie. Mais, cette fois, les défenseurs de la liberté, ce sont ceux d'en face. Ce sont eux qui « reprennent la Bastille ». Etrange journée de dupes, celle qui fit reprendre la Bastille aux chouans au son de Nabucco ! Après tout, Verdi, grand républicain, appartient à tout le monde, non ?

Devant ce retournement, salué dans la presse d'Hersant comme un moment historique, devant cette récupération de ses symboles, la gauche se retrouve désarmée. Sans défense devant le mensonge, la mauvaise foi. Sans doute parce qu'elle a mal défendu sa loi face à l'opinion par peur d'effaroucher les laïcs en mettant trop en avant ses dispositions bénéfiques pour l'enseignement privé. Mais aussi parce que les tenants de l'école dite libre en ont fait une

(suite en page 4)

une voix dans le choeur, par Pierre Carrier

LE PRE-TEXTE

« SONT-ils forts ? Je ne sais, mais ils sont nombreux, très nombreux. » Dimanche fin d'après-midi. A 500 mètres de chez moi, ceux que « Libération » va appeler le lendemain « le peuple de droite » défilent. Depuis le matin, les groupes se sont succédé. Mécanique bien huilée, étrange assemblage. Je sais qu'ils ne sont pas là pour le contenu d'un texte : la vérité concrète n'est pas leur problème. Ou si peu. Je sais que se joue, en sourdine, l'air classique des journées des dupes : qui sera, à moyen terme le vainqueur, qui saura utiliser ce que symbolise la marche de cette France vraiment « profonde » ? Quel homme, quel parti ? Mais cela est une question pour demain.

Pour aujourd'hui restent le glissement des pas, la présence d'une foule. Vient d'abord le « pourquoi », le « Que viennent-ils faire » ? Puis le « comment en est-on arrivé là ». Enfin le « que représentent-ils, » non pas — pas encore — en terme de pourcentage électoral, mais dans les rapports de forces qui traversent notre société. Ces questions sont incontournables. S'arrêter à la présence de Chirac, de Barre ou de Le Pen est insuffisant : ce serait, me semble-t-il, prendre l'écume pour la vague.

Comment ? L'école — au sens large — est en crise. Alors que l'évolution de notre société implique une qualification croissante de la population, le système éducatif français a très mal résisté à la massification de l'enseignement, au traitement que les gouvernements de droite lui ont infligé — un seul détail : la disparition des études surveillées dans le secondaire —, à sa perte de prestige due à l'émergence de concurrence culturelle, le système médiatique qui s'est mis en place depuis 20 ans, par exemple.

La montée en puissance de l'école privée doit beaucoup à ces phénomènes. Face aux grosses machines pas toujours très bien réglées, perçues comme moins efficaces, l'école privée, chaque fois individualisée, a permis aux parents — et aux enfants — de trouver une sorte de refuge. Les rapports avec cette « école » — elle est chaque fois unique — permettent l'identification. Face à l'école publique qui doit beaucoup à la gauche — et qui lui a beaucoup donné —, ces écoles privées sont devenues le lieu où certaines valeurs étaient maintenues. Et où l'efficacité — qui commence par le respect de la règle — était possible.

Modifier l'équilibre était une affaire risquée. Le gouvernement l'a tenté. Non pas pour démanteler ce qui existe, mais au contraire pour mettre un peu d'ordre — un ordre nécessaire — dans le système actuel. Peut-être avons-nous cru, compte tenu de l'histoire, des vieilles luttes, que cette école privée était d'abord catholique. Ce qui explique l'attention portée aux évêques, le désir de passer avec eux un compromis acceptable par tous. Question : quel est le poids réel de la hiérarchie catholique sur l'école privée ? Vingt pour cent seulement des parents d'élèves fréquentant des écoles privées annoncent que c'est pour des raisons religieuses qu'ils ont placé leurs enfants dans de tels établissements ! Puis, qui a le « pouvoir » de ce côté-là : la hiérarchie ou les laïcs ? Et la première caractéristique de cette école est-elle d'être religieuse ou simplement différente ? Le choix, « y aller ou pas », n'est-il pas plutôt un signe, un premier signe de l'élitisme ? Ou encore : religion ou réaction face à la « démocratisation de l'enseignement », refus — en dehors des moyens financiers — d'un rôle quelconque de l'Etat ?

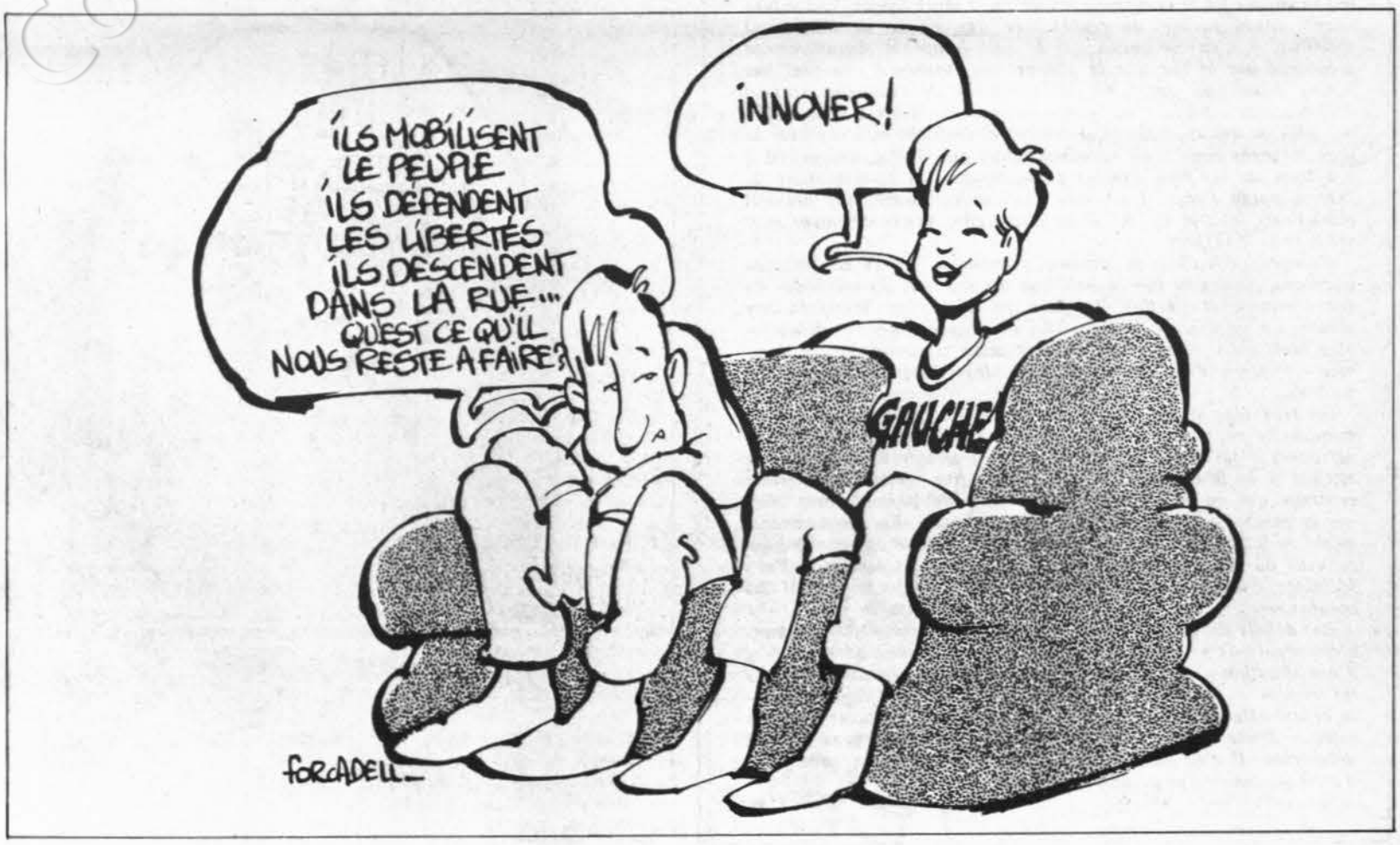
Selon les réponses faites, on peut s'interroger sur le poids réel de la hiérarchie catholique sur cette masse de parents. Ce qui expliquerait qu'à aucun moment elle ne se soit engagée, qu'elle ait refusé tout compromis, en assumant sa part. Face à un texte de paix, il me semble que les évêques ont joué au dedans-dehors, jeu qui tend à devenir classique par les temps qui courent. Etrange attitude qui ne peut s'expliquer que par une absence de pouvoir réelle. Lorsque monseigneur Lustiger affirme que le gouvernement est revenu sur une parole donnée, je m'interroge : à quel moment a-t-il accepté — puis assumé — les propositions gouvernementales ? Et s'il ne l'a pas fait, pourquoi ? Peut-être savait-il qu'aujourd'hui les vrais « patrons », les vrais leaders de l'école privée sont les notables, ce tissu relationnel bariolé de toutes les couleurs du conservatisme. Et ce sont ces notables qui depuis des mois ont travaillé au corps les parents d'élèves. Pour des raisons qui n'ont pas grand-chose à voir avec le texte du projet de loi.

On aborde là les territoires étranges du pourquoi. Pourquoi un tel rassemblement ? Une évidence : la droite institutionnelle est incapable — est encore incapable ? — de procéder à de vastes mobilisations. Depuis mai 1981, elle a incité, appuyé tous les mouvements issus d'un segment du corps social. Chaque fois en tentant de lui faire dépasser son caractère segmentaire ou corporatiste. Pour cela, il fallait abandonner la simple revendication et en arriver aux grandes catégories : liberté, refus de l'Etat, etc. Avec le projet de loi, l'occasion était belle. Elle fut saisie. Certes, les manifestants de dimanche dernier n'étaient pas venus à l'appel d'un des partis de droite. Mais en participant, c'est à cette droite-là qu'ils ont insufflé un peu plus de force. Tout mouvement politique a besoin d'étapes, de symbole, de rassemblement, de rues maîtrisées, de slogans parfois réducteurs mais efficaces. Dimanche, la droite au sens large du terme a prouvé qu'elle avait réussi tout d'abord à faire oublier la réalité — le contenu du texte —, à aller d'un détail, si important soit-il, au symbole — les libertés. C'est beaucoup. Et il nous faut y répondre.

Pour cela retrouver le chemin des interrogations. Sur les besoins du corps social, sur les blocages de notre société, sur ses rapports à l'Etat, sur l'Etat lui-même, son rôle effectif, son « obéissance » au gouvernement. Sur l'éducation aussi : quelle école pour la France des prochaines décennies, par exemple ? Croire qu'il nous suffira « d'expliquer » est insuffisant : dimanche dernier, l'immense majorité des manifestants ne voulait même pas connaître le contenu réel du texte-prétexte ! Etrangement, c'est cela qui faisait leur force. Mais une force précaire. Les grains de sable grippent toujours les automatismes ! Leur force, leur nombre c'est, d'une certaine manière, notre absence, nos silences qui les ont forgés.

Je sais qu'il y a longtemps, très longtemps que la droite n'avait pas réussi une telle manifestation. On peut dire « la droite », la discrétion de la hiérarchie catholique, l'ambiguïté du texte lu le matin en font foi. Mais en politique rien n'est définitif et les rapports de forces évoluent. Pris par les tâches de la reconstruction, affrontant la crise internationale, assurant au navire France une navigation dans des eaux plus calmes, nous avons peut-être trop délaissé le terrain purement idéologique. Enfin nous agissions, et eux ne faisaient que parler ! Mais le verbe a une sacrée puissance. Il ne faudrait pas l'oublier. Et à demeurer muets nous nous apprêtons à être franchement minoritaires. Alors, on reparle ?

Croire qu'il nous suffira "d'expliquer" est insuffisant: dimanche dernier, l'immense majorité des manifestants ne voulait même pas connaître le contenu réel d'un texte-prétexte



(suite de la page 3)

présentation tronquée, escamotant les points d'accord, évitant d'avouer que, grâce à un gouvernement de gauche, l'existence même de l'enseignement privé n'était plus remise en cause, pour ne s'intéresser qu'aux contreparties nécessaires au compromis. De là à considérer qu'il y a eu volonté délibérée de tromper l'opinion...

Jusqu'où aller trop loin ?

Comment juger autrement des contrevérités flagrantes : « loi de nationalisation rampante des écoles libres » ou « titularisation, symbole de la volonté d'étatisme du pouvoir » ? Et comment oublier cette contradiction, revendiquer la séparation de l'école et de l'Etat, comme le fait Le Pen, et demander en même temps à l'Etat d'assurer le financement des établissements ?

Autant de poudre aux yeux destinée à abuser, pour faire oublier que cette loi de compromis est une loi de liberté. Liberté pour les parents de choisir l'école de leurs enfants. Liberté de créer des écoles privées. Liberté pour les enseignants de choisir leur statut. Liberté pour les communes de financer... Pour faire oublier que ce problème du financement par les communes ne porte que sur une infime partie des subventions accordées par la collectivité : 500 millions sur 20 milliards. En quoi la loi menace-t-elle la pluralité ? Mystère. Elle ne fait que demander aux établissements quelques comptes sur la gestion des deniers publics, tout en limitant quelques-uns de leurs exorbitants privilèges.

Mais qu'importe. Bien peu parmi les manifestants de dimanche avaient lu la loi. Et ils s'en moquaient. « Ce qui me gêne dans la loi Savary ? Mais... ceux qui l'ont voté », avoue un bon Français à un journaliste de « Libération ». Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Quant à la récupération politique par la droite, elle mérite à peine d'être mentionnée tant elle est évidente. Même Chaban se croit obligé d'accuser le gouvernement d'avoir mené une guerre scolaire. Et de prophétiser que les vrais défenseurs de la liberté rétabliraient un jour les choses...

Tout est là, dans l'aveu de « France-Soir » : « Dans un mois, dans un an, dans trois ans, justice sera rendue au peuple du 24 juin. » Vous voilà bien pressés, bonnes gens. Comme d'habitude prêts à remettre en cause la légitimité du pouvoir.

Nul doute que cette rengaine-là, il va falloir se préparer à l'entendre clamée sur tous les tons, à tous propos. Avec probablement toujours la même mauvaise foi, la même volonté de camoufler le positif. Arme majeure, le mensonge, par omission, par travestissement de la réalité. Par incantation du type, « le pays court au désastre » ou « l'incurie socialo-communiste ». Mais une question, tout de même : jusqu'où pourront-ils aller plus loin, trop loin ? ●

P.S.: "IL EST PLUS TARD QUE TU NE PENSES"

Venant après les élections européennes et la manifestation du 24 juin pour l'école privée, le Comité directeur du P.s., qui se réunit samedi et dimanche, a du pain sur la planche. Les événements des deux derniers week-ends appellent, en effet, c'est le moins qu'on puisse dire, une série de réflexions dont le « Parlement » du parti doit être le lieu naturel d'expression.

Au-delà du constat chiffré sur le scrutin du 17 juin que présentera Jean Poperen dans son rapport introductif, c'est tout un débat sur le rôle du parti qui devrait trouver place, débat déjà amorcé ces derniers jours au cours de nombreuses réunions de sections. Si les militants sont unanimes à reconnaître la qualité et le dynamisme de la campagne menée par Lionel Jospin, qui a sans aucun doute permis de remobiliser une partie de l'électorat socialiste, il n'en est aucun qui ne soit frappé et singulièrement préoccupé par le fait que la gauche soit tombée à son plus bas niveau depuis un quart de siècle. Certes, le taux exceptionnel d'abstentions conduit à relativiser les résultats, mais il reste qu'un peu plus de quatre millions seulement d'électrices et d'électeurs se sont dérangés pour voter socialiste, alors que le P.s. approchait il y a trois ans les huit millions de suffrages. Un parlementaire de l'Ouest notait l'autre jour que, dans sa commune, sur dix-sept enseignants inscrits sur les listes électorales, deux seulement sont venus voter le 17 juin.

Pourquoi cette chute et comment y remédier ? A travers ces deux questions, c'est à la fois la politique du pouvoir, les méthodes du gouvernement et l'action du parti lui-même qui devraient être soumises à un examen critique afin de dégager dans les délais les plus brefs les conditions de cette fameuse « reconquête de l'opinion » dont on ne peut pas dire qu'elle ait été jusqu'ici sérieusement amorcée.

Les réflexions inspirées par la manifestation du 24 juin sont d'un autre ordre mais rejoignent les premières. Mobiliser un million de personnes à qui l'on a fait croire que le projet de loi Savary porte atteinte à la liberté de l'enseignement privé, alors que c'est le contraire qui est vrai, constitue une formidable imposture. Mais que la gauche se trouve ainsi placée en position d'accusée au nom même de la liberté traduit une incapacité à se faire comprendre qui est celle du gouvernement mais qui interpelle directement le Parti socialiste dans la mesure où il en subit au premier chef les conséquences.

Des débats du Comité directeur la grande majorité des militants n'attendent pas un changement de cap, mais la prise de conscience d'une situation grave à partir de laquelle doit s'organiser sur tous les terrains — et d'abord ceux de l'idéologie et de l'explication — la contre-offensive contre la droite, désormais renforcée par une extrême droite récupératrice de thèmes les plus dangereux pour la démocratie. Il n'est pas trop tard pour renverser la tendance, mais il n'est que temps d'en prendre les moyens !

C.E.

P.C.F.: LE SYNDROME ITALIEN

Le P.c.f. est-il capable de déclencher en son sein une véritable "révolution culturelle" comme a su le faire il y a déjà quelques décennies son heureux homologue italien?

PAR ANTOINE VIOLET

AU lendemain de l'effondrement électoral du 17 juin, inattendu pour la plupart d'entre eux, plusieurs dirigeants du P.c.f. ont réagi en soulignant la nécessité d'un grand débat dans le parti au cours duquel « tous les problèmes seraient mis sur la table sans en esquiver aucun ». Réaction saine sans aucun doute et destinée à combler un nouveau retard pris par les communistes français après celui, historique, des années cinquante et soixante : c'est en mai 1981, lors de l'élection présidentielle, qu'est apparu pour la première fois en pleine lumière le déclin électoral du P.c.f. Il serait exagéré de dire que le débat qui a suivi le constat de ce déclin en ait analysé toutes les causes et tiré toutes les conséquences.

Depuis trois ans, le Parti communiste, présent dans le gouvernement d'union de la gauche mais soucieux de développer une politique autonome et souvent critique à l'égard du pouvoir, a eu du mal à trouver son point d'équilibre et cela est apparu clairement au cours de la campagne des européennes qui était en outre un très mauvais terrain pour un parti qui a toujours été hostile à l'Europe. La politique du « un pied dedans, un pied dehors » lui a semblé offrir certaines commodités immédiates. A la longue elle s'est révélée désastreuse. La direction du P.c.f. imaginait que la « participation critique » était de nature à lui permettre sinon de remonter le courant tout au moins de stopper l'hémorragie de 1981. Les résultats du 17 juin sont arrivés comme une douche glacée. Il est certain que les choses ne peuvent plus continuer telles quelles. Mais le P.c.f. est-il capable de déclencher en son sein une véritable « révolution culturelle » ? Telle est la question qui se pose et à laquelle les délibérations du Comité central qui a siégé mardi et mercredi place du Colonel Fabien, ou du moins ce qui en a filtré, ne permettent pas encore de répondre.

Le rapport de Claude Poperen qui a ouvert la discussion semble en effet mettre davantage l'accent sur les causes conjoncturelles de l'échec électoral communiste que sur ses raisons profondes et lointaines. A partir d'une telle présentation, le débat risque de se limiter à la question de savoir s'il est plus profitable pour le P.c.f. de rester au gouvernement ou d'en sortir et, s'il y reste, s'il doit « coller » à la politique gouvernementale ou continuer à la critiquer.

Question qui n'est pas sans importance mais qui continuerait à occulter les raisons véritables de l'inadaptation du Parti communiste à la société française actuelle. Un intellectuel du P.c.f. écrivait il y a quelques jours que le déclin des P.c. dans les sociétés occidentales n'est pas fatal et citait l'exemple du Parti communiste italien. Mais justement, le P.c.f. est-il capable de cette remise en question d'un certain nombre de dogmes à laquelle le P.c.i. s'est livré dès avant la mort de Palmiro Togliatti, puis sous la direction de Luigi Longo et d'Enrico Berlinguer (auquel Alessandro Natta vient d'être appelé à succéder) ? Plusieurs responsables communistes, y compris parmi ceux qui siègent au gouvernement, pensent que le temps n'est plus aux demi-mesures, qu'il faut aller très vite et très loin dans la remise en cause, ce qui pose à la fois le problème du secrétaire général du parti, des rapports de celui-ci avec l'U.r.s.s., de ses analyses sur le « socialisme réel » des pays de l'Est, de son action en matière de libertés et de droits de l'homme.

Tel n'est évidemment pas l'avis général des dirigeants, et l'échec du 17 juin est également de nature à renforcer les « conservateurs », ceux qui critiquent depuis le début la présence de ministres communistes au gouvernement et leur reprochent de s'aligner trop souvent sur les *positions du président de la* République. Autant qu'on puisse le savoir le débat à huis clos du Comité central a reflété l'écho de ces thèses contradictoires sans que des conclusions très précises aient encore été tirées. Les mois à venir vont être occupés à la préparation du prochain congrès. Suivant que cette préparation sera ou non fondée sur les méthodes du « centralisme démocratique » qui ont toujours été en vigueur jusqu'ici, on saura s'il se passe ou non quelque chose de nouveau au Parti communiste.



LA CUISINE UN PEU TROP "CORSÉE" DU SÉNATEUR PASQUA

Si tout va mal en Corse c'est la faute aux journalistes, présentés par le sénateur R.p.r. Pasqua comme des suppôts du séparatisme. A qui profite ce grossier procès d'intention ?

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

« SALAUDS de journalistes ! » L'expression est peut-être un peu forte. Mais, c'est certainement ce genre de pensée qui est venue à l'esprit de nombre de citoyens français quand ils ont eu connaissance, à la fin de la semaine dernière, dans les colonnes de leur quotidien habituel, du contenu d'un rapport du Sénat sur l'état de l'information audiovisuelle en Corse. Ne retenons comme exemples que les titres de la presse nationale. « Libération » : « Le réquisitoire des sénateurs contre les journalistes travaillant en Corse. » « Le Quotidien de Paris » : « Le Sénat : F.r.3-F.l.n.c., même combat. » « Le Monde » : « F.r.3-Corse et Radio-Corse F.m. sont devenues les porte-parole de la cause autonomiste, estiment MM. Pasqua (R.p.r.), Boileau *(centriste) et Faigt (P.s.).* » Dans le genre nuancé, on le voit, on fait facilement mieux.

Le rapport, en effet, n'y va pas par quatre chemins. Il prétend montrer et démontrer « preuves à l'appui » que le service public de l'audiovisuel en Corse est le porte-parole des séparatistes. Rien de moins ! Il affirme que « plusieurs affaires ont mis à jour la complaisance de certains journalistes ». La délation n'est pas loin... Pour justifier ce genre de démarche, le rapport en appelle bien évidemment aux grands principes du « droit à l'information » et de son « corollaire : la responsabilité en cas d'abus ». Nous expliquera-t-on un jour ce qu'est un « abus d'information ? » Même sous Pétain, les magistrats les plus complaisants n'ont pas réussi à codifier une telle notion...

Bref, si tout va mal en Corse, c'est la faute aux journalistes de F.r.3-Corse et de Radio-Corse. Pour démontrer le bien-fondé de cet a priori un peu léger, trois sénateurs ont donc séjourné dans l'Ile de Beauté du 28 février au 1er mars 1984 ; et, en moins de trois jours, ils ont réussi à « étudier les conditions dans lesquelles l'information diffusée par les sociétés de programme de radio et de télévision en Corse rend compte de l'activité des mouvements séparatistes ». Au moins, ces sénateurs-là, ce sont des rapides ! Et des fortiches ! Puisqu'en aussi peu de temps ils ont trouvé les preuves de ce qu'ils cherchaient ! Enfin, « les preuves » est peut-être une formulation audacieuse... Ils ont trouvé quelques bavures, quelques maladresses : un commentaire hâtif ici, un certain manque d'appréciation critique là, une absence de mise en perspective d'une information ailleurs, une allusion à l'Irlande pas très bien venue, une appréciation discutable du voyage du président de la République dans l'Ile, une chanson outrancière... De tous ces détails, ils ont fait un énorme fagot : il y a complot, il y a collusion entre les séparatistes et les journalistes du service public audiovisuel. Voire !

Edouard Guibert, ancien directeur de l'information à F.r.3, a « rejeté intégralement les conclusions » du rapport, ajoutant que « ni le visionnage des programmes ni les témoignages entendus ne recoupent les accusations formulées par la commission sénatoriale ».

Le rapport pratique, en effet, sans vergogne l'amalgame :



pour démontrer que « le temps d'antenne des formations séparatistes », sur Radio-Corse, entre le 28 janvier 1983 et le 6 mai 1983, « a été de 33 % alors qu'en termes électoraux elles ne représentent que 1,6 % »... nos trois sénateurs ont tranquillement ajouté au temps de parole accordé aux autonomistes ou indépendantistes le temps consacré aux sujets traitant de « la violence » et de « l'ordre public »!

De tels procédés font douter de la noblesse des intentions des rapporteurs. Et de leur rigueur : à trop vouloir démontrer... Il semble bien que le caractère excessif et donc le manque de crédibilité de leurs conclusions aient tout de même fini par leur apparaître : dans une « note de synthèse » remise à la presse, ils baissent d'un ton. Ils écrivent : « Les membres de la mission ont constaté que les journaux de F.r.3-Corse et de Radio-Corse ne diffusaient rien de défavorable aux mouvements séparatistes. Certes, les médias n'épousent pas de façon ouverte les thèses de ces groupes, mais ils les banalisent. » Est-ce banaliser la violence que d'en parler ? Cela reste à démontrer. Est-ce la faute aux journalistes corses si les séparatistes font souvent la « une » de l'actualité ? Les journalistes corses devraient-ils occulter tout ce qui se passe autour d'eux pour plaire à trois sénateurs de passage ? Les sénateurs en question rêvent-ils d'avoir à faire à des journalistes-autruches se cachant la tête dans le sable ?

Comment expliquer le contenu de ce rapport ? Sommes-nous en présence d'un dérapage involontaire ou d'une machination politique délibérée ? Pour répondre, il suffit de se demander à qui profite ce rapport sénatorial. Comme par hasard, le rapport fait peu de cas d'un changement récent et important : avant 1981, la télévision et la radio corses ne donnaient la parole qu'aux « clans » et à leurs chefs, le sénateur M.r.g. François Giaccobi et le député R.p.r. Jean-Paul de Rocca Serra. Depuis 1981, F.r.3 a créé un journal du soir, « Corsica Sera », qui tend ses micros à toutes les composantes de la vie politique corse. On comprend que ce nouveau pluralisme déplaise aux adeptes du « clanisme ». Les trois rapporteurs du Sénat auraient dû se renseigner : même dans les milieux de la justice et de la police, et jusque dans l'entourage du préfet Broussard, on reconnaît qu'après quelques excès au démarrage « Corsica Sera » est devenu un reflet tout à fait honnête de la réalité corse. La prochaine campagne pour le renouvellement de l'Assemblée régionale Corse dissoute mercredi sera un test à cet égard.

En fait, tout le rapport ne fait que reprendre le point de vue d'un des chefs de clan, le sénateur M.r.g., François Giaccobi. Pas si bizarre ! Pasqua l'a rappelé au cours d'une conférence de presse lundi dernier : « Je suis corse, vous le savez. Et il existe une association où se rencontrent tous les parlementaires corses, qu'ils représentent ou non la Corse... »

Car c'est bien le R.p.r. Charles Pasqua qui tire les ficelles de l'opération. Officiellement, c'est la Commission des affaires culturelles du Sénat qui a décidé, le 25 janvier 1984, d'envoyer une mission d'information en Corse. En réalité, comme il l'a avoué publiquement au cours de sa conférence de presse, c'est Pasqua qui a « demandé à la commission qu'une mission se rende en Corse ». Officiellement, la mission (composée d'un centriste, d'un R.p.r. et d'un socialiste) devait « dépasser les clivages politiques traditionnels ». En réalité, c'est Pasqua qui s'est mis en avant tout au cours de l'opération. A preuve, cette « fuite », avant publication, du contenu du rapport en direction de l'hebdomadaire « le Point », qui attribue au seul Pasqua les mérites du rapport. Titre de l'article du « Point » : « Pasqua casse le morceau. »

Car le rapport n'a été rendu public que le 26 juin 1984. Mais « le Point » en rend déjà compte dans son numéro daté du 25 juin ; c'est-à-dire qu'il en disposait depuis quelques jours...

Notre confrère du « Point », qui se délecte à reprendre les accusations de Pasqua contre les journalistes corses, devrait, à l'avenir, vérifier ses sources : il parle d'un « épais rapport de plus de 150 pages » ; or, le rapport en question ne comprend que 117 pages ! Encore faut-il décompter 86 pages d'annexes, 2 pages de sommaire et 3 pages d'introduction, ce qui réduit l'« épais rapport » proprement dit à 26 pages ! 26 petites pages contestables dans certains détails et dans leurs conclusions : autant dire beaucoup de bruit pour rien ! Mais, « beaucoup de bruit pour rien », en politique cela s'appelle de l'intoxication. Et en journalisme de la désinformation.

Avouons notre étonnement : comment un sénateur socialiste a-t-il pu soudain prendre goût à la cuisine un peu trop « corsée » de Charles Pasqua ? Comment peut-il apporter sa caution à une campagne dont les buts ne sont que trop clairs ? Comment a-t-il fait pour ne pas s'apercevoir que le pas de sénateur de Charles Pasqua était un pas de charge ? ●

EN DIRECT DU GOULAG

Radio Notre-Dame, Radio Solidarité... toutes les radios locales privées de droite s'étaient mises au service de la "liberté" oubliant seulement à qui elles devaient d'être libres et d'exister !

PAR DENIS DANGAIX

ON les appelait, à l'époque pas si lointaine où elles étaient interdites, « radios libres ». Aujourd'hui, elles existent sous l'appellation non contrôlée de radios locales privées. Pourquoi ce distinguo historique ? Simplement pour rafraîchir les mémoires défaillantes de quelques radioteurs particulièrement embrumés.

Dimanche 24 juin : les partisans de l'école privée battaient les pavés de la capitale. Quelle organisation... Des sonos, des fléchages, des parcours de dégorgements, des rendez-vous secondaires par dizaines... Bref. Une mise en scène remarquablement orchestrée. 700 journalistes autour de la manifestation. Des points presse, des directs, même « des prises de température », comme on dit dans le jargon ; c'est-à-dire des micros baladeurs qui, tels des thermomètres, recueillent à heure fixe les variations de fièvre. On vendait comme presse militante « le Journal du Dimanche ». Quelle époque ! On brandissait pour qui voulait le prendre « le Parisien libéré ». Quel symbole ! C'était superbe : terminé le laxisme... Les haut-parleurs « gueulaient » des airs de liberté. Le peuple de droite était dans la rue, les radios locales de droite, au service. Radio Notre-Dame, bien sûr. Celle-ci refusant pour la circonstance de politiser ses ondes. Le pauvre Jacques Barrot qui, interviewé par un correspondant zélé, avait beau se présenter comme un simple parent d'élève, n'a pas réussi à tromper la vigilance des présentateurs de la station. Radio Solidarité ensuite. La fameuse voix de l'opposition de la F.m. parisienne avec sa non moins fameuse Bernadette d'Angevilliers. « La liberté est enfin retrouvée », entendait-on sur sa libre fréquence. Un million, deux millions... allez, n'ayons pas peur, des dizaines de millions de gens sont dans la rue. Et puis, ils sont terribles, ces organisateurs, ils refusent (sic) de politiser l'événement. Il est vrai qu'ils ont osé annoncer la présence de Raymond Barre comme « une personnalité éminente de Lyon et brillant universitaire ». Bonjour la banalisation. Oui, en ce jour de gloire, la F.m. crachait sa liberté. Une liberté double au demeurant. Celle d'émettre bien sûr, la plus importante, mais aussi celle d'avoir la possibilité d'être écoutée. Les jours précédents le rassemblement, des dizaines de R.I.p., au travers du pays, ont pris leur place dans l'organisation. C'est leur droit, car, n'en déplaise à Bernadette d'Angevilliers, il n'y a pas d'interdit dans la liberté des ondes. Et puis coucou Bernadette, c'est la gauche qui a libéré ces fameuses ondes. Au fait : elles sont tellement libres qu'il fallait, entre autres, se « brancher » sur Radio libertaire, car là aussi l'école privée était à la fête !

35 HEURES: FAUDRA-T-IL ATTENDRE L'AN 2004 ?

La troisième révolution industrielle s'accompagnera inéluctablement d'une réduction du temps de travail. Mais dans l'immédiat et en période de crise, le passage aux 35 heures pose aux syndicats, même à ceux qui y sont le plus favorables, des problèmes aigus

PAR CLAUDE JADOUL

LE passage aux 35 heures est-il vraiment l'atout maître contre le chômage ? Les ministres des Affaires sociales de la C.e.e. (à l'exception du Royaume-Uni) viennent en tout cas d'adopter une recommandation sur la réduction du temps de travail, considérée comme un élément de lutte contre le chômage, le 7 juin dernier. Manifestement, la grève des métallos de l'I.G. Metall a la vertu de faire évoluer les esprits sur cette question. Une question complexe en situation de crise. Car s'il est relativement simple, logique et historique de réduire le temps de travail en période de croissance, l'exercice est plus périlleux — et doit donc s'entourer de précautions — lorsque cette même croissance avoisine le taux zéro.

Une première interrogation vient à l'esprit. Sommes-nous dans les conditions pour assurer le passage aux 35 heures *avec* ou *sans* compensation salariale ? Le débat n'est pas prêt d'être clos sur cette question.

Un exemple : celui des 950 salariés d'Albert-Confections, en Vendée. La direction a proposé au personnel de choisir entre une réduction du temps de travail à 37 heures avec perte de salaire (étalée sur les augmentations à venir) et le maintien de leur situation actuelle. A 90 %, les ouvrières ont voté pour le maintien du temps de travail. Mais ailleurs, chez Thomson grand public, chez Cit-Alcatel, Gervais-Danone ou Turboméca, le personnel a accepté une compensation salariale faible pour maintenir des emplois ou, plus simplement, pour éviter des licenciements. Et la C.g.t., généralement très sourcilleuse sur ce point, a parfois accepté, sans trop l'afficher, des diminutions horaires sans compensation salariale intégrale.

Mais c'est l'exception. Si la C.g.t. tout comme F.o. s'avancent, plus résolument que dans le passé, sur le terrain des 35 heures, on y demeure, sur le fond, hostile à toute mesure qui se traduirait par une amputation du pouvoir d'achat. « Les gars préfèrent garder leurs salaires que travailler moins », maintient Jean-Pierre Linocier, responsable du service de presse de la C.g.t. Et, péremptoire, il affirme : « Les 35 heures, ce n'est pas « la » solution au problème de l'emploi. » Porte de Montreuil, pas question de parler « partage du travail ». Les 35 heures, ici, doivent s'intégrer dans un ensemble de mesures, qui vont des créations d'emplois à la reconquête du marché intérieur, à la qualité de la formation de « haut niveau ».

Endiguer la montée du chômage

La C.g.t. n'a pas tort. Le passage aux 39 heures, par exemple, a préservé entre 50 000 et 100 000 emplois, les chiffres varient selon les sources. Il n'y a donc pas d'effets arithmétiques absolus. A Matignon, on souligne à ce propos que l'effet sur l'emploi de la réduction du temps de travail est d'autant plus important que la croissance est forte, ce qui n'est guère le cas... L'avis d'Yves Barou, ancien conseiller technique au cabinet de Pierre Bérégovoy, coauteur avec Jacques Rigaudiat de « Les 35 heures et l'emploi » (1), est plus nuancé : « Au total, affirme cet ouvrage, près de 50 % de l'effet emploi du passage aux 35 heures porterait sur le maintien des effectifs dans les secteurs menacés ou en déclin. »

Un danger se profile à l'horizon : toute chose restant égale, une augmentation annuelle de près de 300 000 chômeurs n'est pas exclue — la « rigueur » n'étant directement « responsable » que de 50 000 unités. Dans cette hypothèse, on le voit, une heure en moins permettrait au mieux d'éponger un tiers de cette augmentation... C'est donc un « panel » de moyens — dont la réduction du temps de travail n'est qu'un aspect — qu'il faudrait mettre en place pour endiguer sérieusement la montée du chômage. En premier lieu, l'amorce d'une reprise de la croissance. S'il est donc clair que les 35 heures, à elles seules, ne peuvent apporter de solutions définitives, dans quel contexte peuvent-elles être appliquées ? Yvon Gattaz est résolument opposé à cette mesure. Il se refuse à en discuter. Mais Yvon Chotard est plus nuancé lorsqu'il affirme que « rien n'est tabou ». Il a déclaré, lors de la discussion qui vient de s'ouvrir sur la « flexibilité » de l'emploi : « D'accord pour les 35 heures... en 2004 (2) ». Le raisonnement du vice-président du C.n.p.f. admet que « cette réduction est un phénomène naturel et irréversible pour les sociétés postindustrielles. » En ajoutant : « Elle est fonction des possibilités des entreprises et de l'économie. »

Jean-Pierre Linocier de la C.g.t. n'est peut-être pas aussi éloigné qu'il y paraît des positions patronales, lorsqu'il avance « qu'il faut aller résolument vers les 35 heures, là ou cela est possible, sans mettre en cause la vie des entreprises ». Même une organisation aussi favorable aux 35 heures que la C.f.d.t. intègre ce raisonnement « de crise ». Et Jean Kaspar, le numéro deux de la Confédération d'Edmond Maire, a récemment déclaré que « le passage de 39 à 35 heures, avec des créations d'emplois et une compensation salariale intégrale, se traduit par une augmentation de la masse salariale qu'il est possible de situer aux environs de 5 à 7 % (...) une augmentation théorique de 11,3 % ».

Sortie de crise offensive ou défensive ?

Autre difficulté : c'est dans les entreprises qui se portent mal que le problème est généralement posé, ce qui ne simplifie pas les choses. On peut donc poser la question : la réduction du temps de travail doit-elle devenir une manière de gérer au mieux la main-d'œuvre en temps de crise ? S'agit-il d'une stratégie de sortie de crise défensive ou offensive ?

Edmond Maire a raison, par exemple, de mettre l'accent sur les effets cumulatifs du chômage. Pour 1983, la facture est lourde : 260 milliards de francs — près de 7 % du P.i.b. — en





A.f.p.

Grévistes de l'I.G. Metall manifestant à Bonn.

© Fondation Jean Jaurès

allocations versées et en non-rentrées fiscales. 10 750 francs par chômeur et par mois, cette ardoise-là pèse aussi lourdement sur l'économie. Et il est impossible de faire l'impasse sur le problème pris sous cet angle. Mieux vaut des travailleurs productifs qu'assistés...

On peut faire mieux

Edmond Maire avance une formule de « lissage », c'est-à-dire une progression momentanée moins rapide des rémunérations que celle des prix, qui a l'avantage d'éviter une diminution du salaire direct en cas de réduction du temps de travail. Cette variante de la non-compensation intégrale présente cependant un risque : celui d'une baisse, à terme, du pouvoir d'achat. Dangereux pour le niveau de la consommation, c'est-à-dire de l'activité économique. C'est donc bien dans le sens d'une augmentation de la productivité qu'il faut appréhender les 35 heures. La productivité a gagné cinq points en 1983, on peut faire mieux — dans certains secteurs — grâce à des efforts de formation et aux technologies nouvelles. Mais cette situation n'est pas la règle.

En gros, nous vivons une époque de transition entre deux systèmes de production. La restructuration, par exemple, pose en termes nouveaux l'équation volume d'activité/nombre d'emplois. L'intelligence artificielle est au rendez-vous, il faut, désormais, compter avec elle. Mais cette restructuration, dans notre pays, s'amorce à peine. Tous les quatre mois, nous perdons 1 % d'emplois industriels. Et, dans un pays comme les Etats-Unis, on estime que seulement 10 % de la population active sera affectée à l'industrie proprement dite en l'an 2000, l'énorme partie ayant rejoint la recherche, l'éducation, les services, etc. qui vont incorporer, de plus en plus de main-d'œuvre.

Secteurs performants en locomotive

Le passage aux 35 heures va donc se dérouler sur cette toile de fond de la « transition ». Inéluctable. Un homme comme Daniel Cholley, délégué général du P.s. pour le secteur public, estime donc qu'en matière de diminution horaire « on a une marge de manœuvre réduite ». Pas question donc d'une intervention autoritaire de l'Etat, les situations sont trop fluctuantes de secteur à secteur. Il est impossible d'adopter un schéma uniforme de passage aux 35 heures. C'est au niveau des branches industrielles que le problème — et la négociation — va se poser. Les secteurs performants servant, en quelque sorte, de locomotive. En incorporant, au passage, des mesures comme la récupération obligatoire des heures supplémentaires et en ouvrant des « fenêtres » pour le temps partiel, en faisant davantage « tourner » l'appareil de production, en adoptant le principe d'une cinquième ou d'une sixième équipe chez les « postés », etc. Les 35 heures ne sont pas la recette miracle. Le seul pays européen qui a généralisé les 36 heures — la Belgique — reste aussi celui où le taux de chômage est le plus élevé... ●

(1) « Les 35 heures et l'emploi » — Yves Barou et Jacques Rigaudiat. La Documentation française, 1983.

(2) « L'Expansion » du 22 juin 1984.



Le président de la République accueillant Margaret Thatcher. A.f.p.

LES RETROUVAILLES DE FONTAINEBLEAU

La victoire de la présidence française est d'abord une victoire de l'Europe due à la longue patience de François Mitterrand au service de la certaine idée qu'il se fait de la Communauté

PAR STEPHEN GERE

« I Want my money ! » On ne devrait plus entendre de sitôt les quatre mots qui, depuis le conseil de Dublin en 1979, constituent le premier obstacle à toute poursuite de la construction européenne. Les Dix sont donc arrivés à un accord sur la contribution britannique au budget européen.

Il n'est pas inutile de rappeler l'objet du litige. La Grande-Bretagne est contributeur net au budget de l'Europe ce qui veut dire qu'elle verse plus d'argent pour contribuer au financement des diverses institutions qu'elle n'en reçoit en retour. Suivent cinq années d'obstination britannique à modifier le financement en sa faveur. Une obstination qui empoisonne les conseils européens successifs et interdit qu'on puisse aller de l'avant.

En décembre à Athènes, au moment de prendre sa présidence, François Mitterrand espérait bien débloquer la situation. En vain, Margaret Thatcher refusait tous les compromis qui lui étaient proposés. Et c'est finalement en quittant sa présidence que le président français remporte sa plus belle victoire européenne. Le Premier ministre anglais aura finalement accepté de signer un compromis moins avantageux que celui qui lui était précédemment proposé. La Grande-Bretagne reçoit en 1984 un remboursement d'un milliard d'Ecu (6,8 milliards de francs environ) et obtiendra, les années suivantes, 66 % de la différence entre ce qu'elle donne et ce qu'elle reçoit de la Communauté.

Une première conclusion s'impose, une certaine philosophie de la Communauté semble en voie de disparaître, celle qui voulait que les pays les plus riches paient plus qu'ils ne reçoivent. On voit mal ce qui pourrait désormais empêcher une Europe des comptabilités en équilibre de succéder à une Europe des contributeurs et de bénéficiaires nets.

En revanche, il faut bien voir que l'acceptation par la Grande-Bretagne d'une proposition de règlement moins avantageuse que celles qui lui furent déjà proposées illustre le succès de la méthode de François Mitterrand qui a consisté à tisser patiemment une espèce de front européen des Neuf contre les exigences britanniques. La patience a fini par payer. Mais cette victoire de la présidence française est avant tout une victoire de l'Europe. Les quelques dizaines de fédéralistes venus à Fontainebleau conspuer Margaret Thatcher et acclamer François Mitterrand repartiront satisfaits. La relance de l'Europe est maintenant possible.

Tellement possible, se sont empressés de signifier les Dix après leur accord, qu'ils ont voulu, tout de suite, en donner des gages. Depuis vingt-cinq ans qu'elle est en cours d'édification, la Communauté européenne n'a jamais eu d'effet concret sur le quotidien de ses habitants. Les tracasseries qui sont faites aux touristes qui souhaitent franchir les « frontières intérieures » leur offrent une piètre image de cette construction européenne. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé d'examiner une liste de mesures, symboliques certes mais à ce titre tellement importantes, susceptibles de servir de prélude à une « Europe des citoyens ». Un jour prochain verra la suppression des formalités aux frontières intracommunautaires, l'apparition d'un passeport, d'un drapeau et d'un hymne, d'un jour férié, d'équipes sportives, de décorations frappées au sceau de la Communauté européenne. On envisage même, et c'est important, la création d'une télévision et d'une radio européenne.

Après Moscou, Fontainebleau : de beaux succès pour la diplomatie française, salués comme ils le méritent par l'opinion américaine et même le président Reagan. De beaux succès au moment où l'opposition serine que François Mitterrand donne de la France une triste image au monde. Un refrain lancinant qui n'est d'ailleurs étayé par aucun argument crédible, puisqu'incantatoire, à usage interne, destiné surtout à ceux qui ne demandent pas à être convaincus mais excités. Un beau succès européen au moment où ceux qui, en France, viennent de gagner les élections montrent qu'ils se fichent éperdument de l'Europe. Et ils s'en fichent tellement bruyamment qu'il n'est pas besoin de se demander quelle image de la France vont aller donner à l'Europe la poignée d'extrémistes récemment élus.

Col. Fondation Jean Jaurès

"POUR CREER DES EMPLOIS EN LORRAINE, IL FAUT UN BON CŒUR ET UN GRAND CŒUR"

En difficulté naguère, une entreprise de Thionville, Halberthal, est aujourd'hui florissante grâce au sang neuf apporté par Gérard Labouze. A la veille de créer cinquante emplois nouveaux, il nous parle de sa conception de l'entreprise et des relations sociales

PAR STEPHEN GERE

« AU lieu de décentraliser des activités sur quelques pôles de conversion, que Thomson cède aux industriels lorrains les couples produit-marché qu'il ne veut pas exploiter », suggère Gérard Labouze, qui se fait fort de créer ainsi quelques centaines d'emplois.

Il y a trois ans et demi, Armand Halberthal, un petit industriel thionvillois de l'électronique, connaissait des difficultés. Labouze vint lui prêter main-forte. Aujourd'hui, la Société nouvelle Halberthal pourrait symboliser la chance d'une région qui joue son avenir sur la reconversion. L'entreprise a réalisé 38 millions de chiffre d'affaires en 1983 (deux fois plus qu'en 1980) et 5,5 millions de marge brute d'autofinancement. Avec dix-huit mois de carnet de commandes, Halberthal pense atteindre les 45 millions de ventes cette année. Ce succès est dû à deux facteurs. L'effort de recherche réalisé par cette société pour se situer à la pointe des technologies. Halberthal réalise 80 % de son chiffre à l'exportation, principalement en équipant de systèmes de télécommunications les métros du monde entier (récemment, celui de Singapour). Misant sur la diversification, la société a dernièrement développé un minicentre serveur télématique, le Logitel. Second atout de cette P.m.i., la qualité de ses hommes. Forte de ses 30 chercheurs, cette entreprise de 100 personnes a réussi à se poser également en champ d'expérimentation sociale.

« L'UNITE » : Gérard Labouze, vous dirigez une entreprise performante en Lorraine, est-ce un paradoxe ?

GERARD LABOUZE : Non, ce n'est pas un paradoxe, on peut être performant dans tous les coins de France à condition d'avoir des hommes et des technologies performantes, et de savoir établir des liaisons sociales à l'intérieur de l'entreprise. Vous savez, je crois qu'une entreprise performante, ça passe par des relations sociales performantes. J'ajouterai, pour reprendre une analyse de Jacques Attali au congrès des intellectuels à la Sorbonne, que nous avons profité de la crise qui a frappé Halberthal, il y a trois ans et demi lorsqu'elle a déposé son bilan, pour restructurer de nouvelles liaisons sociales dans l'entreprise. Et ça, ça a permis l'éclosion de nouveaux talents et une adéquation de l'entreprise aux nouvelles technologies. La crise doit servir à instaurer de nouvelles relations sociales pour mieux aborder les nouvelles technologies dans le futur.

— Pensez-vous qu'il existe une France industrielle à deux vitesses — à l'exemple de la Lorraine — avec des entreprises en déclin d'un côté, des entreprises performantes de l'autre ?

— Je crois que tout cela participe de l'écologie du système industriel : il y a des entreprises qui naissent, il y a des entreprises qui meurent. Je ne crois donc pas qu'il y ait deux vitesses, mais des phases différentes, phases de déclin et de mortalité et phases de naissance et de développement...

— Mais la période actuelle est une période de déclin accru ?

— Absolument pas ! C'est une période de renouvellement, la crise n'est pas un déclin. Il ne faut pas prendre la crise comme quelque chose de négatif, soyons optimistes, c'est une occasion de régénérer le système, de faire avancer socialement, industriellement et même politiquement certains secteurs. Il faut peut-être même que quelques-uns meurent, de leur belle mort, les plus archaïques, les moins productifs, pour permettre au système industriel de réaliser naturellement son écologie. Je crois profondément qu'un système recèle en lui toutes les potentialités. Et ce n'est pas parce qu'on assiste à une phase importante de mortalité que le système est sur son déclin.



Gérard Labouze.

Chez Halberthal à Thionville.



— On peut déplorer que les industries du futur soient lentes à s'imposer. Connaissez-vous des recettes pour créer une industrie performante ?

— Oui, il y a des principes à respecter. Je donne des cours à l'I.n.s.e.a.d., à Fontainebleau, à des jeunes qui veulent créer des entreprises. Je leur dis : « Il faut avoir un bon cœur et un grand cœur. Et si vous n'avez pas ces deux choses-là, n'y allez pas. » Pourquoi un bon cœur ? Parce qu'il faut travailler dix-huit heures par jour, sept jours sur sept, en s'attirant tous les ennuis de la terre. Il faut avoir un grand cœur parce que si on crée une entreprise pour se faire du pognon, on n'est pas sur la bonne longueur d'onde. On ne crée pas une entreprise pour devenir riche...

— Tout de même c'est une motivation essentielle...

— On devient peut être riche après, quand on a réussi, mais on ne le devient que si le but ultime n'a pas été celui-là. Est-ce que je me fais comprendre ?

— Et c'est quoi le but ultime ?

— Le but ultime, ça doit être de créer. Je crois même que c'est un peu de la mégalomanie.

— Parlons de tracasseries liées à la création d'une entreprise. Si on vous proposait moins d'Etat paperassier et plus d'Etat prestataire de services de qualité. Y seriez-vous favorable ?

— Tout à fait ! Moi, je suis au fond de moi-même profondément jacobin, et je crois que l'intervention de l'Etat n'est pas du tout inutile. Par contre, les tracasseries administratives ne sont plus de mise dans cette période de crise. Il faut faire vite, être efficace, et je crois qu'il existe des administrations qui pourraient être gérées d'une manière plus efficace.

— Le gouvernement a pris des mesures particulières aux pôles de conversion. En tant qu'entrepreneur, qu'en pensez-vous ?

— Je pense que les mesures prises par le gouvernement se justifient en termes macro-économiques. Tout le problème, c'est de les faire arriver au niveau micro-économique. Quand une loi — d'incitation fiscale, par exemple — est promulguée et quand, deux ans après, vous avez les textes qui paraissent, vous vous apercevez qu'il y a telle et telle condition d'application et qu'il est en fin de compte très rare, sauf coup de chance extraordinaire, que vous puissiez bénéficier de cette loi. C'est extrêmement démobilisateur. Et puis, je crois que l'économie réagit à des stimulations psychologiques. Vous pouvez prendre des dizaines de mesures, sans déclic, sans impulsion, l'économie ne repartira pas. Et ce déclic ne peut être l'effet que d'un discours et d'une volonté politiques. A ce titre, les déclarations de François Mitterrand sur la société d'économie mixte sont extrêmement positives.

— En Lorraine, le gouvernement a dépêché des hommes sur le terrain — Laurent Fabius ou Jacques Chérèque. Avez-vous quelque chose à leur dire ?

— Absolument. J'entretiens un dialogue permanent avec Laurent Fabius sur les problèmes spécifiques de la Lorraine. J'essaie de faire aboutir un certain nombre de revendications concrètes parce que j'ai, de tous ces problèmes, une appréhension d'homme de terrain. Par ailleurs, je suis en permanence en contact avec Jacques Chérèque, et je devrais intervenir à leur côté, si besoin est, pour la prochaine mise en place de structures opérationnelles. La Lorraine a aujourd'hui suffisamment de structures de réflexion, il faut maintenant agir.

— Est-ce qu'il vous semble qu'il existe un dynamisme industriel dans cette région ?

— Oui, tout à fait ! Je connais des gens qui bricolent des trucs au fond de leur garage et qui n'ont aucun moyen de s'exprimer parce qu'ils n'ont pas le temps, pas le fric ou pas le réflexe d'aller vers les pouvoirs publics. Il faut trouver une structure qui aille d'une façon volontariste vers ces gens en leur disant : « Votre projet est intéressant, on prend le risque. » J'ai proposé à Chérèque de créer un fonds régional d'investissement à risques pour les entreprises de haute technologie en Lorraine. Avec une centaine de millions de francs, une telle structure prendrait les premiers risques.

— Vous qui dialoguez avec les pouvoirs publics, quel message délivrez-vous à vos collègues, chefs d'entreprises ?

— Je les exhorte à ne plus se préoccuper de la couleur du pouvoir politique, mais à se battre pour sauver une région qui mérite et peut être sauvée. En Lorraine, nous vivons constamment en situation d'opposition larvée contre toute espèce d'initiative. Quand le gouvernement prend une initiative, la droite la refuse ; quand c'est l'opposition, c'est la gauche qui la refuse. Il faut arrêter cette petite guerre parce que toutes ces oppositions sont des oppositions aux chances de redressement économique en Lorraine. Il faut travailler tous ensemble, parce que le salut viendra de l'économie et pas du bulletin de vote. ●



Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐
* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Groupe CdF

SOFIREM participe à l'extension de FILTRABAT

La société FILTRABAT est spécialisée dans la fabrication de menuiserie en P.V.C.

Cette société est implantée à Béthune depuis 1982 où elle emploie 65 personnes environ. Elle est filiale de la société FILTRASOL, leader sur le marché financier dans le domaine des fermetures et produits de protection solaire.

Un programme d'extension vient d'être adopté permettant le doublement du chiffre d'affaires et la création de 65 emplois supplémentaires.

SOFIREM, (Société Financière pour l'Industrialisation des Régions Minières), actionnaire dans FILTRABAT, participe au financement de ce programme par un prêt de 1,5 MF portant ainsi son intervention à 2,4 MF.

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 379. Animateur directeur, prof. de l'animation socio-culturelle. 10 ans expérience, diplômé, exerçant poste à resp. cherche dans r. parisienne poste de directeur ou d'adjoint.

Ecrire au journal qui transmettra.

DIVERS

Réf. 378. Berlinoise, 33 ans, s'intéressant au P.s. français, aimerait entrer en correspondance avec une Française pour « en parlant politique » améliorer leur connaissance des langues.

Ecrivez à I. Helene Thelke, Forlenweg 2, 1000 Berlin 28, R.f.a.

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

Important catalogue de livres anciens & modernes sur l'Orient (et différentes parties du monde), les sciences sociales, le régionalisme et les traditions populaires françaises et européennes. Parution en mai. Ecrire à Jean-Philippe GELEY, 232 rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris.

Achat de livres au comptant en toûtes langues.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition. 75009 Paris.

CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISEES FILLOD : "LA SOLUTION SUR MESURE"

• Constructions "clé en main" sur systèmes industrialisés : bureaux, établissements scolaires, crèches, salles de sports, salles polyvalentes, hôpitaux, bâtiments industriels.

• "Bâtimodules" bâtiments démontables ou unités mobiles tous usages : chantiers, bases vie, classes, bureaux, etc.

Robustes, économiques, esthétiques, fonctionnelles, confortables, modulaires, rapidement achevées, les solutions FILLOD sont toujours performantes.

FILLOD

PÉRIPOLE 120 - 58, rue Roger Salengro
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS - Cedex
Tél : 876.12.15 - Télex : Ficomet 230313

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

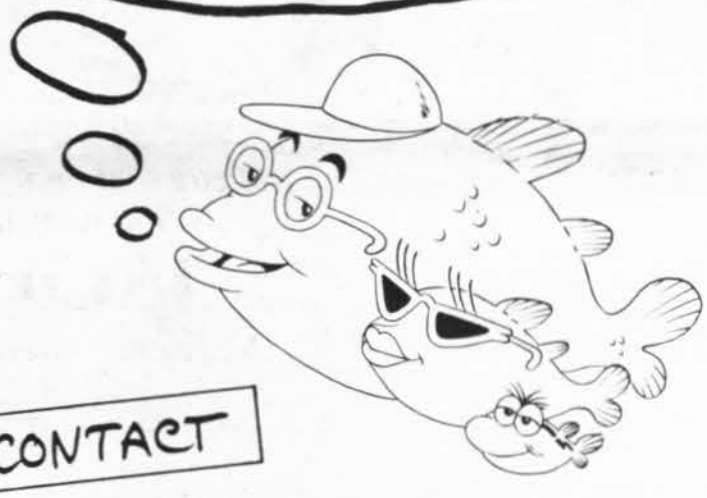


EUROPE : Bordeaux – Lyon – Marseille – Nice – Paris. AFRIQUE : Abidjan – Bamako – Bangui – Brazzaville – Conakry – Cotonou Douala – Freetown – Harare – Johannesbourg – Kano – Kinshasa – Lagos – Libreville – Lilongwe – Lomé – Luanda – Lusaka Maputo – N'Djamena – Niamey – Nouadhibou – Nouakchott – Ouagadougou – Tripoli. OCEAN INDIEN : St-Denis (La Réunion). MOYEN-ORIENT : Bahrein – Mascate. SUD-EST ASIATIQUE : Colombo – Jakarta – Kuala Lumpur (via Singapour) Singapour. PACIFIQUE : Auckland – Los Angeles – Nouméa – Papeete – Sydney – Tokyo.

NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

en vacances aussi...

VIVE LE CONTACT !



COURRIER CONTACT

LA RÉEXPÉDITION DU COURRIER

Demandez dès aujourd'hui des enveloppes de réexpédition à la poste. Les PTT vous les offrent. Il vous suffira de les confier à un ami, à un voisin ou à votre concierge et vous recevrez votre courrier à votre adresse de vacances.

Votre bureau de poste peut également réexpédier votre courrier directement ou encore le garder en attente pendant votre absence (un mois maximum).

Dans ces deux cas, prévenez votre bureau de poste au moins une semaine avant de partir et sachez qu'il vous faudra acquitter une taxe.

ARGENT CONTACT

Votre CCP vous permet avec :

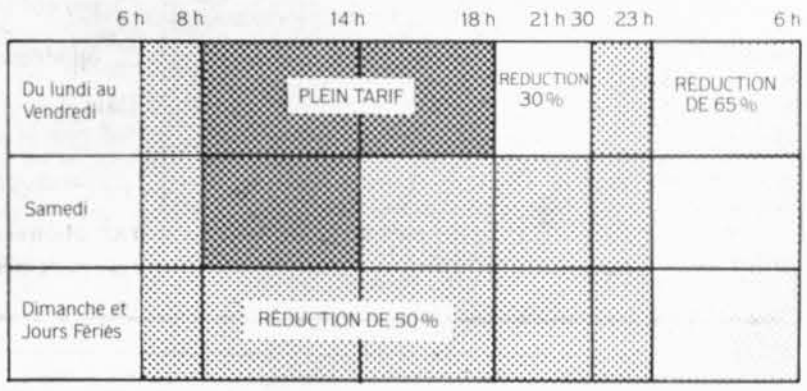
LA CARTE BLEUE INTERNATIONALE
de retirer de l'argent partout, dans toutes les agences du réseau Visa (114 000 guichets) et agences Eurochèques (180 000 guichets) (en application de la réglementation des changes).

LES POSTCHÈQUES
Pour chacun de vos voyages de tourisme ou d'affaires, emportez environ 5 000 F français payables en devises au fur et à mesure des besoins dans le réseau postal du pays visité (il y en a 30).

Faites votre demande de postchèques 15 jours au moins avant de partir (maximum 8 par titulaire ou co-titulaire).

ALLO CONTACT

Téléphonez moins cher aux bonnes heures.



Cdl Fondation Jean-Jaurès

CHARBONNAGES DE FRANCE : UN NOUVEL ELAN PAR L'INDUSTRIALISATION.

Autrefois, CdF c'était le charbon. Aujourd'hui, CdF c'est aussi l'industrialisation pour revivifier des régions entières. Dans le Nord, en Lorraine, à Blanzy, Alès ou Carmaux... Sur les bassins houillers eux-mêmes, CdF s'emploie à faire pousser des entreprises. Et ça marche. Ça marche même très fort depuis quelques mois. Depuis que CdF a choisi de changer de vitesse, d'accélérer les implantations. Avec des moyens financiers considérablement accrus. Un capital d'hommes compétents et d'experts qui sillonnent la France pour rechercher "les entrepreneurs" et les aider à assumer le risque.

L'action d'industrialisation des régions minières conduite par le groupe Charbonnages de France ne date pas d'hier. Même si la conjoncture actuelle a accru les besoins, même si la crise de l'énergie et le bouleversement international des conditions d'exploitation ont précipité les difficultés et transformé des régions jadis prospères et pionnières de la révolution industrielle.

Tout commence en 1967. Cette année-là, les pouvoirs publics autorisent le groupe Charbonnages de France à fonder une société financière pour aider les entreprises créatrices d'emplois dans les régions minières touchées par la réduction d'activité des houillères. Ainsi naît Sofirem, société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières.

Pendant près de dix ans, Sofirem va bénéficier de l'expansion économique et encourager le mouvement de décentralisation des grands groupes industriels. Les greffes régionales sont innombrables. C'est l'automobile qui va irradier le Nord de la France, Merlin Gerin qui installe une unité de production à Alès, ou Sommer-Allibert qui investit le bassin de La Mure.

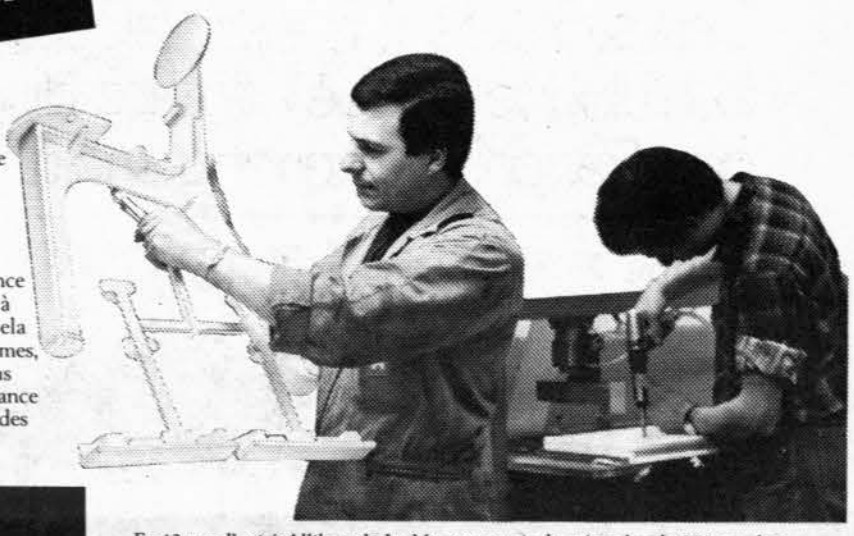
Changer de stratégie.

Tout ira très vite. Charbonnages de France permettra la création de plus de 50 000 emplois nouveaux, dont 23 000 bénéficieront d'aides financières directes. Beaucoup plus si on repère les emplois induits dans la région. On en parle peu mais les résultats sont là. Tangibles. Evidents...

Seulement, voilà : très vite, tout va changer. La crise qui freine la croissance. Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail et la nécessité d'intégrer le jeu du redéploiement industriel international vont obliger CdF à changer de stratégie.

"Il est évident, explique Michel Hug, le directeur général du groupe Charbonnages de France, qu'une entreprise, qu'elle soit publique ou privée, a une responsabilité vis à vis de son environnement et des hommes qui y travaillent. Il existe un contrat moral entre l'homme et l'entreprise. Il existe un contrat moral entre l'entreprise et la région où elle est implantée".

Ce contrat, Charbonnages de France plus que tout autre l'a respecté et tient à l'avenir à continuer de le respecter. "Cela dit, les conditions ne sont plus les mêmes, précise encore le directeur général. Nous vivons dans un monde de risque. La France n'existera dans l'avenir que si on prend des risques, que si on agit..."



En 12 ans, l'unité Allibert de La Mure a permis de créer plus de 200 emplois.

Mutations sociologiques.

Le rôle de Charbonnages de France est aussi d'aider la région à vivre et assurer cette mutation qui n'est pas seulement économique mais sociologique.

Avec les moyens considérablement accrus en hommes et experts de toutes sortes, et en capitaux (CdF disposera en 1984 de 325 millions de francs, une enveloppe qui sera reconduite pendant cinq ans, soit 7 fois plus qu'avant), Charbonnages de France va se livrer, en concertation avec les principaux acteurs du développement, à un véritable travail de fourmi... pour débusquer les créateurs d'entreprises et les responsables de P.M.E. et P.M.I. qui ont des idées et un marché. "Pour empêcher des régions entières de dépérir, précise Michel Hug, il faut créer des emplois, pour les mineurs et les fils de mineurs, mais ces emplois doivent être durables et créateurs de richesse".

D'où la recherche de projets, d'hommes ayant à la fois une idée et la conscience d'un marché. Les opérations sont alors beaucoup moins spectaculaires (20, 30 ou 50 emplois à chaque fois) mais elles font naître une véritable animation nouvelle en semant les germes d'une nouvelle culture socio-industrielle. D'autant que l'action de CdF repose largement sur les correspondants locaux.

Rameau, seul et dernier fabricant de pianos en France, ne serait jamais allé faire ses gammes en "sol mineur" sans l'aide de CdF. Quelle idée curieuse de s'expatrier loin du Paris de la musique ! Et pourtant Louis Castay, le P.-D. G., ne le regrette pas. "J'y croyais et j'ai eu la chance de trouver des gens qui y croient avec moi".

Daniel Renard, le fondateur de la société Erad, est au diapason. Lui fabrique des voiturettes de ville. Il y a quelques années encore il vivotait dans son garage du Nord. Aujourd'hui il est en passe de devenir un grand de ce secteur... L'itinéraire des fondateurs de France Alfa à Albi, qui fabrique des carreaux de faïence, d'Hoffmann à Saint-Etienne, dans la mécanique de précision, ou de Reydel dans le Pas-de-Calais, sous-traitant automobile, est identique.

CdF : un partenaire à part entière.

"Une chose est d'implanter des entreprises, une autre chose est d'animer véritablement une région", estime encore Michel Hug. Ce qui veut dire que la clef de l'action de CdF en matière d'industrialisation passe par une aide financière, certes, mais ce n'est pas l'essentiel. "L'essentiel, c'est l'assistance technique au niveau de la gestion, de l'implantation de production et du commercial, que nous apportons, et pour ce faire la synergie du groupe CdF doit jouer à fond". Elle joue notamment en animant avec les partenaires locaux les associations pour le développement industriel, qui sont autant de relais, d'interlocuteurs, de catalyseurs et de multiplicateurs de son action.



Quand la citrouille devient carrosse : Erad à Aniche.

Charbonnages de France n'a aucunement vocation à être "sleeping partner", comme disent les Américains, c'est-à-dire un "bailleur de primes" qui ne s'intéresserait pas à la suite des événements. Non, CdF entend bien être partenaire à part entière. A tel point qu'il existe aujourd'hui, entre toutes les entreprises – elles sont 260 au total – qui ont été aidées par Sofirem, un esprit club. A l'intérieur duquel se sont organisés de véritables échanges : de services, de produits et d'informations.

Que CdF veuille assurer la promotion des entrepreneurs individuels, des hommes d'action et de marché, paraîtra sans doute paradoxal à plus d'un esprit disons "classique". Pourtant, si l'avenir passe aujourd'hui par "le risque d'entreprendre", Charbonnages de France a bien l'intention de l'assumer et de permettre à ceux qui ont des idées de richesse industrielle de relever cette sorte de défi.

CHARBONNAGES DE FRANCE
9 avenue Percier, 75008 Paris.



Rameau à Alès : sauver la dernière marque française de pianos.

LES TROIS JOURS DU KREMLIN

C'est seulement dans quelques mois que l'on mesurera les résultats concrets du dialogue renoué avec les dirigeants soviétiques. Mais ceux-ci ont compris que François Mitterrand savait tenir un langage ferme et sans complaisance

PAR CLAUDE ESTIER

ETRANGE cette façon qu'ont certains commentateurs de mettre en balance un mot, un geste, une réaction pour déterminer si le voyage de François Mitterrand à Moscou a été ou non utile, leur réponse étant bien entendu dictée par l'a priori qui était le leur au départ. D'où découle toute une gamme de jugements depuis le « il ne fallait pas y aller » jusqu'au « chapeau, il a osé » !

Il était évident que la plus grande partie de la presse française était décidée à juger le voyage à l'aune de ce que le président de la République allait dire ou faire pour les Sakharov. Les plus honnêtes ont dû reconnaître qu'il a fait ce qu'il avait dit, à savoir évoquer expressément, devant tous les dirigeants soviétiques réunis du Kremlin, les violations aux accords d'Helsinki dont sont victimes le professeur et son épouse, empêchés de circuler et de communiquer. Aucun des hommes d'Etat occidentaux reçus à Moscou n'avait jusqu'à ce jour tenu un langage aussi direct. Il suffisait d'observer à cet instant les visages des hôtes du président français pour comprendre qu'ils n'appréciaient pas un langage qu'ils n'ont pas l'habitude d'entendre. « Acte courageux mais inutile », ont dit alors certains, puisque l'agence Tass et la « Pravda » ont censuré ce passage du discours. Il fallait être naïf pour imaginer que la presse soviétique allait reproduire intégralement des propos aussi explosifs. Mais en les résumant en trois lignes, la « Pravda », qui consacrait ce jour-là près de deux pages, avec une grande photo, au compte rendu des entretiens, a dû admettre que François Mitterrand avait « évoqué en détail le problème des droits de l'homme partout dans le monde ». Phrase apparemment sibylline, mais suffisamment claire pour les très nombreux Russes qui savent lire leurs journaux entre les lignes. Le message de satisfaction que la belle-fille d'Andrei Sakharov a adressé au président de la République apporte d'ailleurs une preuve supplémentaire que son geste a été apprécié. Permettra-t-il d'améliorer le sort des exilés de Gorki ? C'est une autre affaire. Mais on peut aussi poser la question autrement : en quoi ce sort serait-il meilleur si François Mitterrand n'était pas allé à Moscou ? J'ai, en tout cas, en mémoire cette phrase d'un « dissident » rencontré lors d'un précédent voyage en U.r.s.s. : « Nous ne nous faisons pas d'illusions sur l'efficacité d'interventions extérieures que les dirigeants du Kremlin supportent très mal. Mais le principal est que l'on parle de nous, car le plus redoutable serait que nous tombions dans l'oubli. »

Au demeurant, François Mitterrand n'est pas allé à Moscou



Tête-à-tête Mitterrand-Tchernenko, au Kremlin.

que pour parler des Sakharov, de l'Afghanistan ou de la Pologne, et c'est sur beaucoup d'autres plans qu'il faut juger cette première reprise de contact au sommet après quatre ans d'interruption.

Un message de Gromyko ?

D'abord, sur le plan des relations Est-Ouest et plus particulièrement des armements nucléaires en Europe, qui ont été le grand sujet évoqué tant au cours des entretiens en séance plénière que lors de la rencontre d'une heure et demie entre le président de la République et le ministre des Affaires étrangères, Andrei Gromyko. Les échanges qui se sont déroulés à cette occasion n'ont pas fait apparaître, sur le fond, des changements notables tant dans la position soviétique, qui continue à rejeter sur les Américains la responsabilité de l'échec des pourparlers de Genève et de la reprise de l'escalade en matière d'installation de missiles, que dans celle de la France que François Mitterrand a réaffirmée avec force tant en ce qui concerne sa conception de l'équilibre nucléaire, « seule réponse aux questions que pose l'accumulation des armements et des risques » qu'au sujet de la force de frappe française, qui ne saurait être prise en compte dans les négociations américano-soviétiques, car c'est sur elle que reposent notre indépendance et notre sécurité, et c'est pour la France « le seul point qui ne soit pas négociable ».

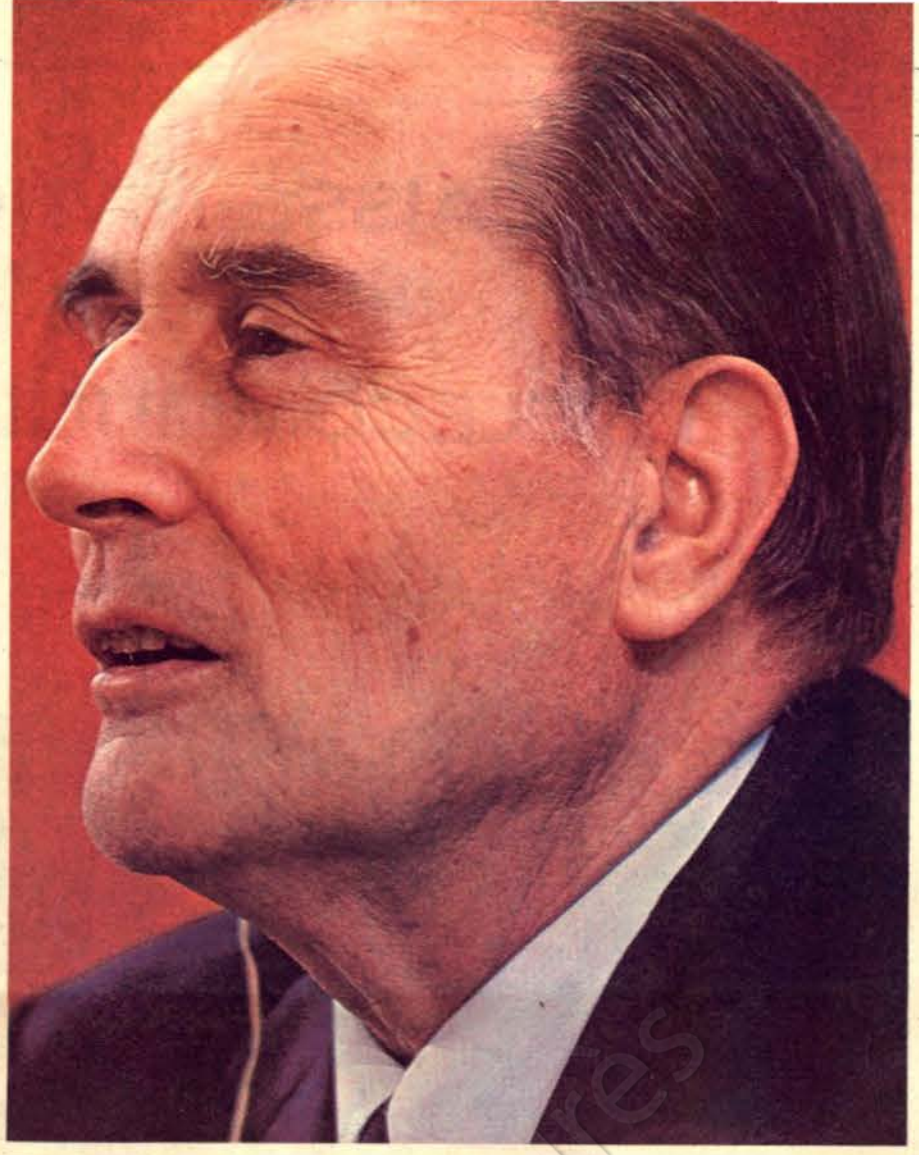
Mais au-delà de cette réaffirmation de positions connues, le président de la République a eu le sentiment, surtout au cours de son entretien avec Andrei Gromyko qui s'est montré « plus aimable que prévu », que les Soviétiques tentaient de faire passer un message : le retrait des fusées Pershing installées en automone en R.f.a. n'est plus posé expressément comme condition à la reprise des pourparlers avec les Etats-Unis. Cette reprise n'est d'ailleurs par envisagée avant les élections américaines de novembre, mais tout se passe comme si les Soviétiques, à peu près convaincus de la réélection de Ronald Reagan, commençaient déjà à tester de nouvelles propositions qui leur permettraient, sans perdre la face, de prendre les initiatives vers la fin de cette année ou le début de l'année prochaine. A cet égard, ils ont moins insisté sur leurs divergences avec la France, à laquelle ils continuent de reprocher d'avoir soutenu l'installation des nouveaux missiles de l'Otan, que sur les terrains où des positions communes pourraient être dégagées, qu'il s'agisse, par exemple, de l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques ou, plus encore, du problème de la militarisation de l'espace et des armes anti-satellites qui constituent de toute évidence une grandes préoccupations actuelles des Soviétiques dans la mesure où ils accusent dans ce domaine un net retard sur les Américains. De ce que leur a dit François Mitterrand à ce sujet, de même que sur les mesures de contrôle du désarmement, ils ont retenu l'expres-



A.f.p.

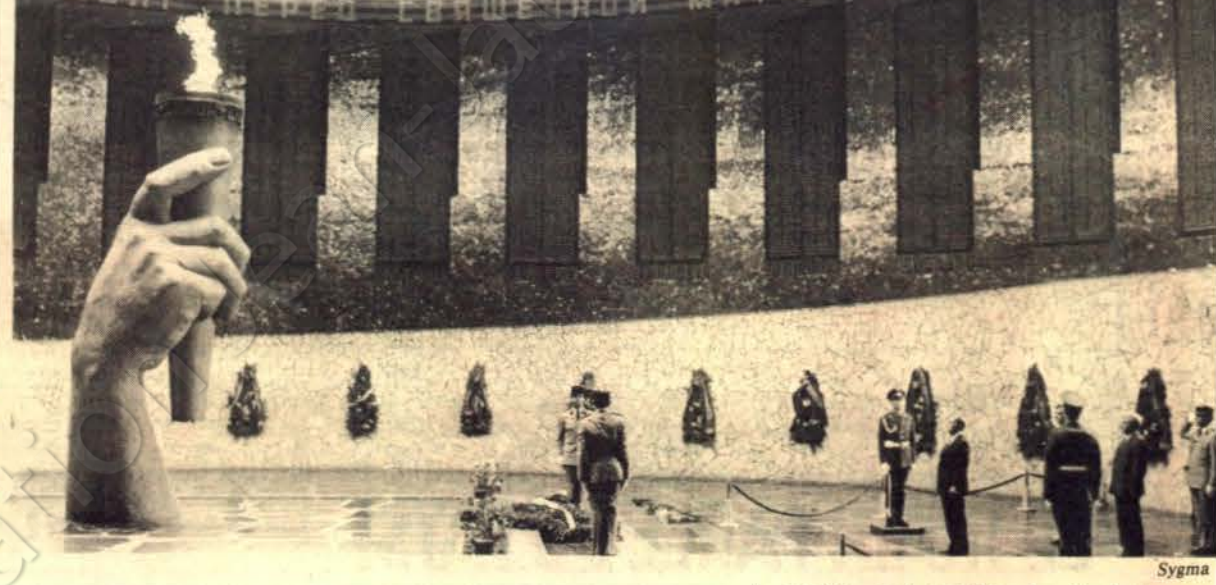
Constantin Tchernenko.





Gamma

François Mitterrand pendant sa conférence de presse à Moscou.



Au mémorial de Stalingrad.

Sygma

sion de positions proches des leurs, et qui sont à leurs yeux plus importantes que les convergences qui existent aussi à propos du Proche-Orient, de la guerre Irak-Iran ou de la situation en Amérique latine. Il serait imprudent d'en conclure que le Kremlin est décidé à privilégier le dialogue avec la France, mais la délégation soviétique n'a pas été insensible à cette phrase qui concluait la première intervention de François Mitterrand : « A nous d'adapter l'histoire aux circonstances présentes en sachant que le premier principe est que l'U.r.s.s. et la France ont beaucoup à faire ensemble. »

Adapter l'histoire, c'est aussi parfois la faire revivre là où elle s'est faite, et, à cet égard, la décision de François Mitterrand de se rendre à Stalingrad et de décerner la Légion d'honneur à la ville où s'est déroulée il y a plus de quarante ans la bataille héroïque qui a décidé du sort de la guerre a été particulièrement appréciée par les Soviétiques, et a largement compensé l'agacement provoqué par l'évocation de la situation de Sakharov. C'est ce que semblent confirmer les commentaires positifs publiés par la presse de Moscou dans les jours qui ont suivi la visite présidentielle.

Pour en venir maintenant aux relations bilatérales soviéto-françaises qui, au plan économique et commercial, se trouvent quasiment bloquées depuis le début de cette année, le voyage à Moscou aura-t-il permis de leur donner un nouveau souffle ? Consacrée à ce sujet, la deuxième séance des entretiens du Kremlin a été particulièrement formelle, et il était difficile d'en retenir autre chose que des considérations générales de bonnes intentions. Edith Cresson, ministre du Commerce extérieur, a pu souligner qu'après les progrès enregistrés en 1983 et qui avaient permis, grâce aux achats par les Soviétiques de produits alimentaires et agricoles, de réduire de moitié le déficit au détriment de la France, aucun grand contrat d'équipement n'a été signé dans les cinq premiers mois de 1984, ce qui était d'ailleurs confirmé par Charles Fiterman pour le domaine particulier des transports. A quoi le vice-Premier ministre Arkhipov se contentait de répondre par une avalanche de chiffres, mais sans dissimuler que l'U.r.s.s. recherchait et trouvait de meilleures conditions de crédit dans d'autres pays occidentaux que la France. Sans doute faut-il laisser passer quelque temps pour savoir si se concrétise l'affirmation contenue dans l'exposé de Constantin Tchernenko, selon laquelle l'U.r.s.s. a la volonté politique de rééquilibrer les échanges franco-soviétiques, notamment en affectant les sommes venant du gaz qui nous est livré — et qui risque d'aggraver le déficit français — à l'augmentation de ses achats en France.



Le président de la République avec Andrei Gromyko.

Il est donc bien clair que, sur de nombreux points, c'est seulement l'avenir, peut-être proche, qui permettra de juger de l'utilité d'un voyage qui était en tout cas nécessaire, qui s'est déroulé en tout point comme l'avait souhaité François Mitterrand et qui vient à nouveau d'être approuvé par l'ensemble des partenaires occidentaux de la France.

Ces trois jours de rencontres au Kremlin ont en outre apporté une information ou tout au moins une série d'impressions sur l'état actuel du pouvoir en U.r.s.s. Une première constatation s'est imposée à tous ceux qui ont participé aux entretiens : Constantin Tchernenko, qui préside depuis le mois de février aux destinées de l'Union soviétique, est un homme en mauvaise santé, qui marche avec une certaine difficulté, qui se contente de lire des textes (pour lire celui du toast au dîner de jeudi soir, il est resté assis). A telle ou telle remarque de son interlocuteur, son visage s'éclaire parfois d'un large sourire et il ne dédaigne pas de répondre par une boutade. Mais au-delà de ce qui est écrit à l'avance, il est peu prolixe sur les problèmes de fond. Sur les questions de politique internationale qui ont occupé l'essentiel des entretiens, Andrei Gromyko est apparu nettement comme le maître du jeu, ce qui, pour les questions économiques, paraissait être le cas des deux autres vice-Premiers ministres, Aliev et Arkhipov.

Quant à Mikhaïl Gorbatchev, il n'a pas participé aux entretiens et François Mitterrand ne l'a rencontré qu'au cours du dîner du Kremlin où il occupait protocolairement la place du numéro deux soviétique. De l'échange qui s'est produit à cette occasion et auquel Claude Cheysson a également participé, il est apparu que le benjamin du Bureau politique, qui semblait d'ailleurs regretter de n'avoir pas eu l'occasion de rencontrer plus directement le président de la République, abordait les problèmes dans un langage nettement moins stéréotypé que celui de ses collègues. Si quelque chose bouge un jour à Moscou, il semble bien — nous l'avions déjà écrit ici au lendemain des obsèques d'Andropov — que ce sera de ce côté-là. ●

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

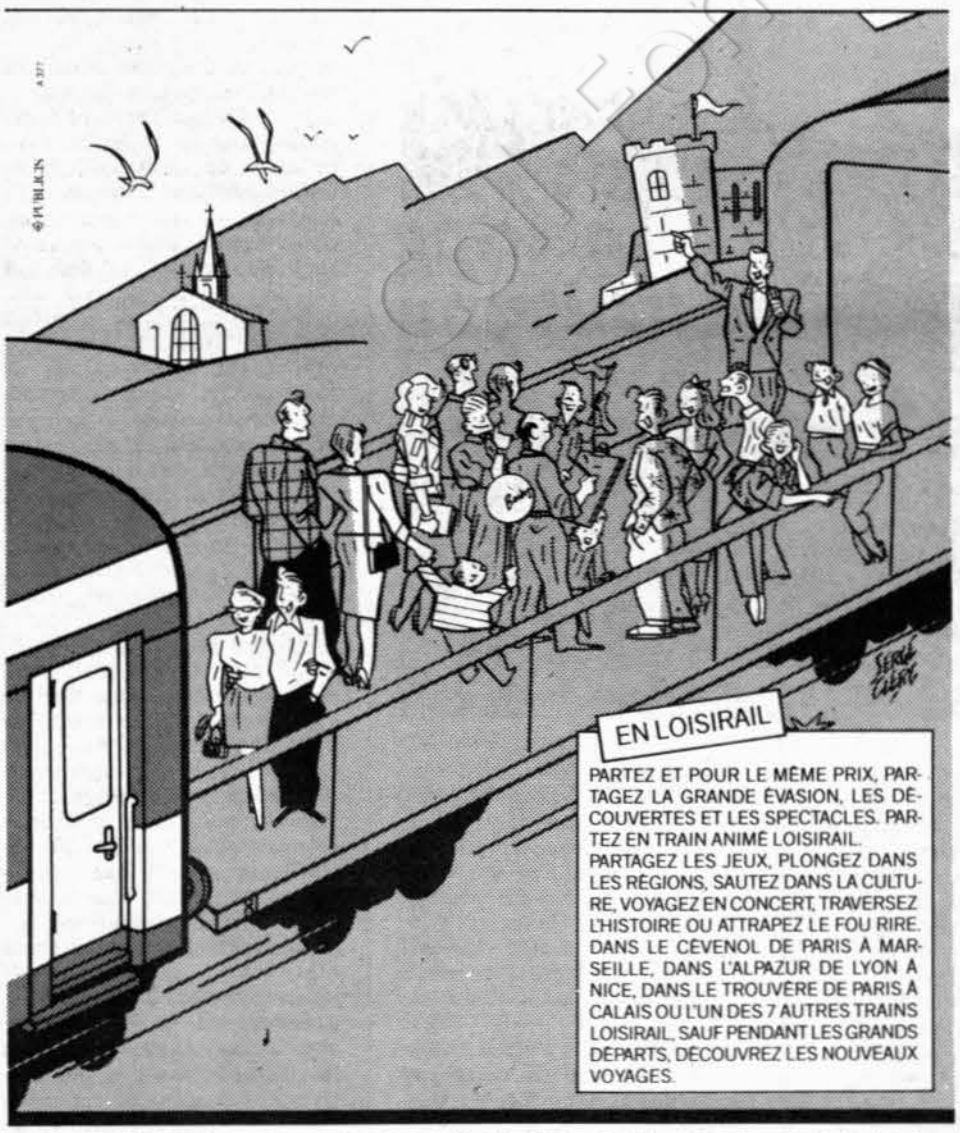
Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - Ø705.94.39

LE TRAIN PARLE DU PAYS!



SNCF LA VIE VOYAGE EN TRAIN.

AIDONS-LES A VOLER DE LEURS PROPRES AILES



Dans de nombreux pays, des individus agissent, des associations s'organisent, qui veulent rompre le cercle infernal de la pauvreté et du sous-développement, donner aux plus démunis les moyens d'« émerger » et d'agir sur leur avenir.

Ces organisations, déjà constituées et solides, sont les relais naturels de notre action sur un terrain qu'elles connaissent bien. Avec elles, nous concevons et réalisons des programes concrets : écoles maternelles dans les bidonvilles récents du nord de Bombay, crèche itinérante sur des chantiers de constructions à Poona, aide à des associations de femmes dans la montagne de Maharashtra et scolarisation des « school drop-outs » (Inde).

Pour une plus grande efficacité, les coordinateurs de l'**A.C.I.A.D.** suivent sur place la bonne exécution des programmes jusqu'à l'obtention des résultats escomptés.

L'**A.C.I.A.D.** est une association loi 1901 dirigée et assistée par des sociologues, des médecins et des économistes qui ont l'expérience du terrain. Le sérieux et la compétence de cette équipe lui ont valu le soutien de nombreux organismes français et européens.

Mais nous avons aussi besoin de l'aide du public : SOUTENEZ NOS ACTIONS en libellant vos dons à l'ordre de **FONDATION DE FRANCE A.C.I.A.D. N°06 / 3156,** à adresser au **40, avenue Hoche -75008 Paris.** Dès réception, un reçu et une brochure vous seront envoyés.

VOTRE DON EST DEDUCTIBLE DE VOTRE REVENU IMPOSABLE A CONCURRENCE DE 3 % POUR LES PERSONNES PHYSIQUES ET 3 % POUR LES SOCIETES.

A.C.I.A.D.
Association de Coopération Internationale au Développement
44, rue Ginoux - 75015 PARIS — Tél. : (1) 578.92.58
Association loi 1901, créée en 1983. Titulaire d'un compte d'Association à la **FONDATION DE FRANCE** N°06/3156.

Politique internationale

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

GRANDE-BRETAGNE

La « dame de fer » face au charbon

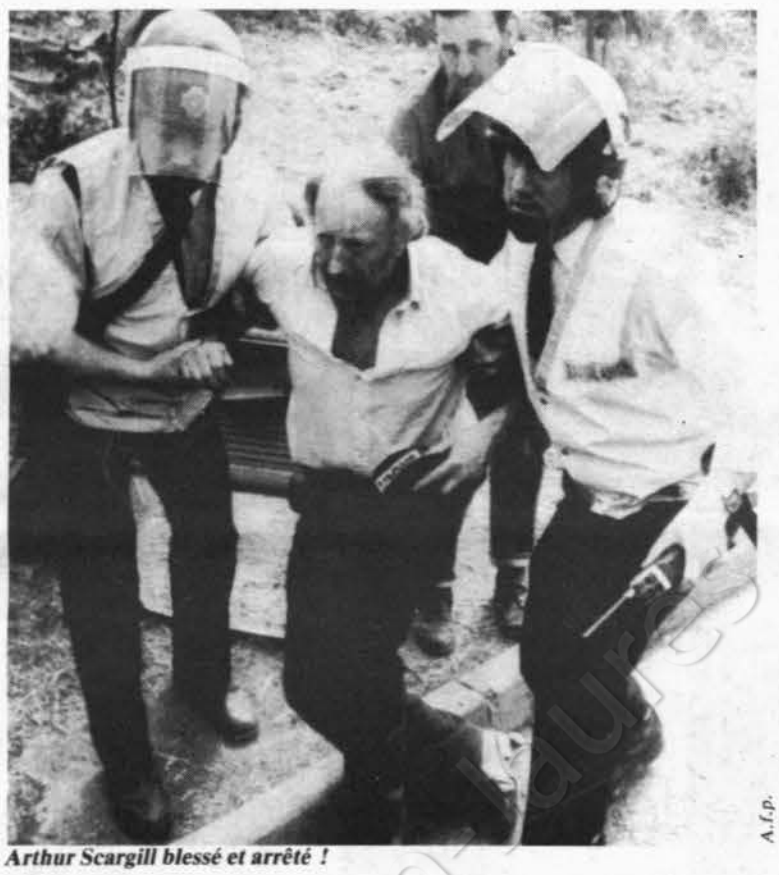
Margaret Thatcher a des problèmes avec le charbon. Depuis 1926, la Grande-Bretagne n'avait pas connu un conflit social si dur, si long. Mais Thatcher arriva et avec elle un plan de « redressement » sauvage de la production charbonnière. Le maître d'œuvre du plan charbon est Ian McGregor, il veut réduire la production et son plan «coûte» 20 000 emplois. Les travailleurs anglais connaissent bien mister McGregor. Lors de l'application de son «plan acier», 100 000 emplois avaient été supprimés.

Seize semaines de grève qui pèsent lourd sur l'économie britannique. Les 150 000 mineurs en grève (150 puits sur 174 sont touchés par le mouvement) ne reçoivent pas de solde depuis le début de la grève. Les stocks de charbon ont permis jusqu'à maintenant de maintenir l'industrie anglaise en activité. Mais certaines branches commencent à ressentir les effets du conflit. Le gouvernement perd 400 millions de francs par semaine, et il ne veut pas céder ; autant par des considérations d'ordre économique que par calcul politique. En effet, on estime à Londres que les conservateurs jouent sur ce conflit leur crédit politique. Capituler devant le mouvement de mineurs pourrait être interprété comme une faiblesse dans un océan d'austérité. Si l'offensive syndicale triomphe, tous les secteurs touchés par les restructurations vont s'engouffrer dans la brèche. L'ordre social mis à mal par les mineurs pourrait alors voler en éclats, et la politique économique de la droite anglaise serait en danger.

Du côté des mineurs, on cherche une alliance avec d'autres syndicats. Les temps sont durs pour les travailleurs britanniques, et la division syndicale rend difficile la solidarité. L'escalade de violence de ces dernières semaines peut malgré tout obliger les grands syndicats à faire un pas de plus vers leurs collègues mineurs. Les cheminots ont manifesté, en début de semaine, leur soutien actif, et ils vont commencer à bloquer la livraison de charbon et de minerai dans les aciéries.

Il reste que depuis le début de la grève les incidents violents se sont multipliés. Les affrontements entre grévistes et policiers d'un côté et l'intransigeance du gouvernement de l'autre ne laissent pas entrevoir une issue prochaine. Arthur Scargill, président du Syndicat des mineurs, deux fois arrêté et blessé lors des affrontements entre les piquets de grève et la police, a écarté tout accord impliquant la fermeture des puits des mines. Il y a dix ans, une grève des mineurs avait été à l'origine de la chute du Premier ministre, Heath. Aujourd'hui, les choses n'en sont pas encore là, mais une certaine inquiétude commence à gagner les rangs des conservateurs britanniques.





Arthur Scargill blessé et arrêté ! A.f.p.

TURQUIE

Singulière « démocratie »

La Turquie est un pays membre de l'Alliance atlantique. La devise de cette Alliance signale (1) qu'il s'agit de « seize pays unis par un même idéal de liberté ». Vous avez dit liberté ? Les violations systématiques des droits de l'homme sont devenues une caractéristique marquante de la réalité turque. Les organisations internationales ont dénoncé à plusieurs reprises cette situation. Rien à faire, les autorités civiles et militaires dans ce pays ont une bien curieuse conception de la « liberté ».

Depuis le début du mois de juillet, cinq détenus sont morts dans les prisons turques. Le cynisme du gouvernement atteint des limites inégalées, la version officielle signale que les détenus se sont laissés mourir pour porter ainsi préjudice au régime turc aux yeux de l'opinion publique internationale ! Les noms de ces prisonniers sont peu connus. Ils ne risquent pas de faire la « une » des journaux habitués à ne voir les violations de libertés que d'un seul côté de la planète. Cette sorte de strabisme divergent et politique a atteint les politiciens de la droite française et européenne. Ils ont voté au Conseil de l'Europe une résolution en faveur de la réintégration des parlementaires turcs. La participation de ces derniers au Conseil de l'Europe avait été suspendue provisoirement après le coup d'Etat de septembre 1980. Les députés socialistes français votèrent contre cette intégration ; la Turquie n'est pas un pays démocratique, la torture et la répression sont, aujourd'hui même, les méthodes préférées du pouvoir.

Actuellement, plus d'une centaine de détenus sont en grève de la faim. Comme leurs cinq camarades morts (2) ils réclament une chose fort simple : « la stricte application du règlement pénitentiaire et la fin des humiliations dont sont victimes les détenus ». Le gouvernement turc leur nie le statut de « prisonnier politique ». A la prison militaire d'Elazig, la grève de la faim dure depuis plus d'un mois, d'autres mouvements similaires ont lieu dans les prisons de Golcuk, de Malatya et de Bartin. Les autorités pénitentiaires essayent de casser le mouvement en empêchant les détenus de recevoir des visites. Plusieurs prisons sont dans un isolement total. Sans information et en connaissant la détermination dont font preuve certains détenus, leurs familles et leurs avocats craignent le pire.

Au mois de janvier dernier, quinze personnes étaient déjà mortes lors d'une grève de la faim dans la prison de Diyarbakir. Dans ce combat inégal, les autorités militaires font preuve d'une atroce intransigeance, les autorités civiles du pays parlent de « marche vers la démocratie », pour l'instant les Turcs ne sont pas encore sortis du tunnel de l'horreur. Amnesty International vient de publier un rapport sur les tortures infligées à des milliers d'hommes et de femmes. La loi martiale justifie les pires exactions, et la minorité kurde souffre elle aussi des conséquences de la répression gouvernementale. Les prisonniers ne sont pas les seuls à faire entendre leur opposition face à la dictature. Dans les prisons, les mouvements de rébellion mènent toujours à la mort s'ils ne trouvent pas hors de l'enceinte de casernes le soutien de la société. La lettre adressée par 1 260 intellectuels turcs au président-général Evren montre un réveil salutaire et aussi une solidarité élémentaire avec les milliers de prisonniers. A leurs yeux, la « démocratie » mitonnée par les militaires turcs n'est pas une solution face à la gravité des problèmes de la Turquie. Cette lettre est un réquisitoire sévère et sans complaisance du système civico-militaire en vigueur à Ankara. Les signataires considèrent « comme souffrance et torture les conditions de détention dans les prisons ». « La torture est devenue une habitude de punition primaire, préliminaire et sans jugement ».

Le régime « civil » n'a pas été sensible à cette démarche pacifique des intellectuels turcs, et ces derniers sont l'objet d'une information ouverte par la justice militaire. Vous aviez dit liberté ?

(1) « Revue de l'Otan », avril 1984.

(2) Ils appartenaient à l'organisation d'extrême gauche Dev Yol et à l'Union révolutionnaire communiste.

AMERIQUE LATINE

Le front des endettés

Climat morose à Carthagène, la ville colombienne où les ministres des Affaires étrangères et des Finances de onze pays latino-américains *(voir encadré)* venaient de finir une réunion « historique ». Après la déclaration de Quito (janvier 1984) et après la lettre adressée aux participants du sommet de Londres, début juin dernier, cette conférence avait le but de renforcer « la solidarité » des pays débiteurs de l'Amérique latine.

Pas de déclaration spectaculaire, simplement la recherche d'un « consensus », qui montre la naissance d'un nouvel état d'esprit commun à la plupart des pays latino-américains. Face à l'irrésistible montée des taux d'intérêt et devant les exigences démesurées du F.m.i., ces pays ont décidé de créer une structure permanente de concertation ; la prochaine réunion aura lieu à Buenos Aires au mois de septembre. D'ici là, il s'agit de mettre en pratique les points sur lesquels un accord a été possible à Carthagène.

D'une part, le besoin d'un dialogue entre les pays créanciers et les pays débiteurs, il devrait être « direct et constructif ». Mais ces pays sous-développés n'iront plus en ordre dispersé buter contre les égoïsmes et les intérêts des organismes financiers internationaux. Ils demandent en outre la révision des critères employés par le F.m.i. et la rupture du « lien » entre, d'une part, les crédits octroyés par le Fonds et, d'autre part, l'application des programmes d'austérité. L'Argentine avait pris la tête de ce mouvement en demandant la « prise en compte de sa réalité sociale et économique ».

Finalement, les signataires de cette déclaration demandent que des moyens financiers accrus soient accordés aux organismes financiers internationaux. La difficile concertation des pays débiteurs sort renforcée, la tiédeur du texte final cache mal la gravité des situations évoquées. Les représentants de la Bolivie et de la république Dominicaine ont fait état de leur désespoir face à des réalités nationales plus que difficiles. Dans les couloirs, les propos étaient durs, la « déclaration de Carthagène » est — diplomatie oblige — un texte cache-misère. Maintenant la parole est au F.m.i.

LA DETTE EXTERIEURE EN AMERIQUE LATINE

	Population (xx)	P.i.b. (xxx)	Dette totale (x)	Dette secteur public (x)	Dette secteur privé (x)
BRESIL	124,6	2 109	100	62	38
MEXIQUE	73,1	3 077	94	76	18
ARGENTINE	28,2	2 880	43,8	29,9	13,9
VENEZUELA	14,7	2 817	34	28	6
CHILI	12	2 449	21	7	14
PEROU	18,790	1 573	12,7	10,7	2
COLOMBIE	28,619	1 938	10,5	6,7	3,8
BOLIVIE	5,924	783	5,3	3,8	1,5
EQUATEUR	8,940	1 709	6,85	5,25	1,6
URUGUAY	3	3 045	4,6	3,3	1,3
REP. DOMINICAINE	5,7	1 313	3,5	2,9	0,6

(x) Milliards de dollars - 1984 *(xxx) en dollars, par habitant - 1982*
(xx) Millions - 1982

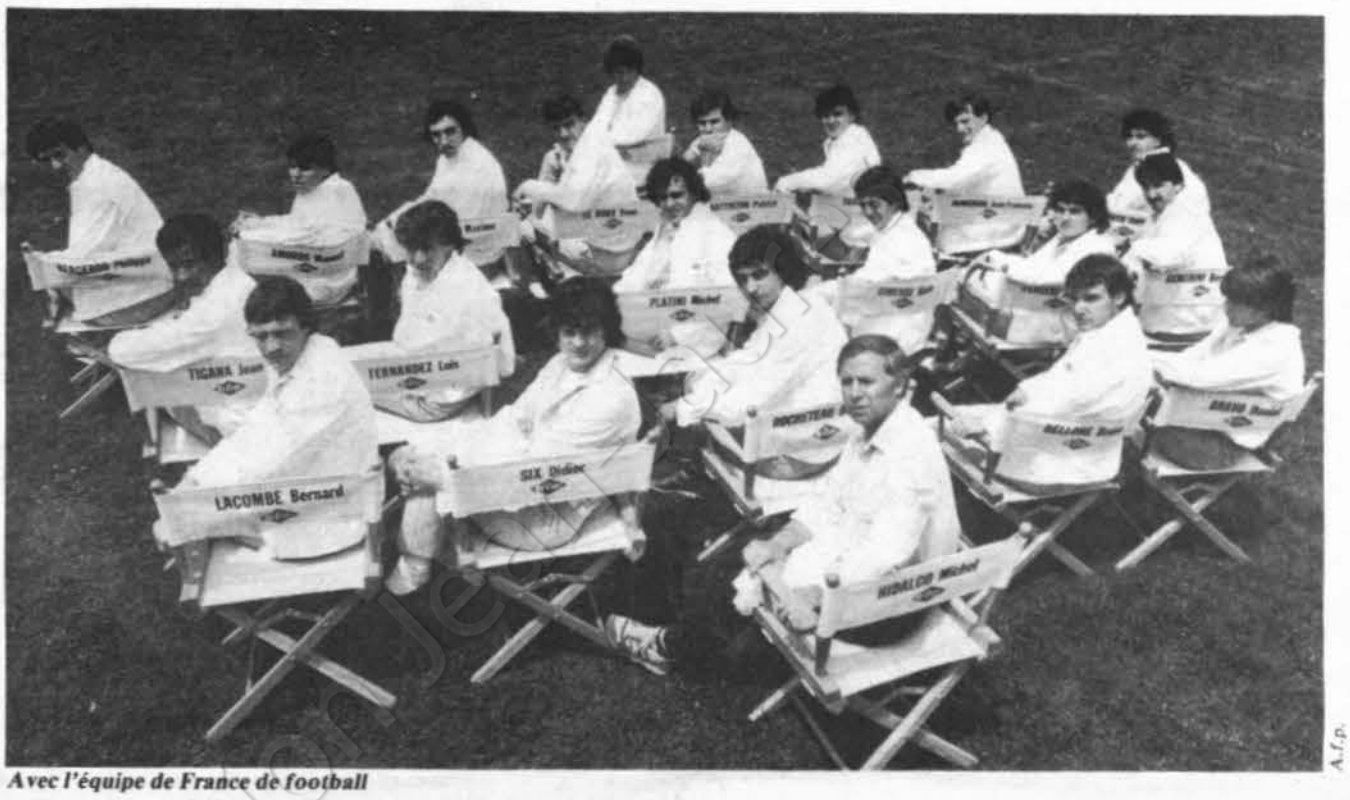


Michel Hidalgo.

Sygma

HIDALGO L'HUMANISTE

Durant ses huit années à la tête de l'équipe de France, Michel Hidalgo s'est efforcé d'être un "grand frère" pour un groupe de joueurs solidaires. Plus que la chance c'est là que réside le secret des entraîneurs qui réussissent



Avec l'équipe de France de football

A.f.p.

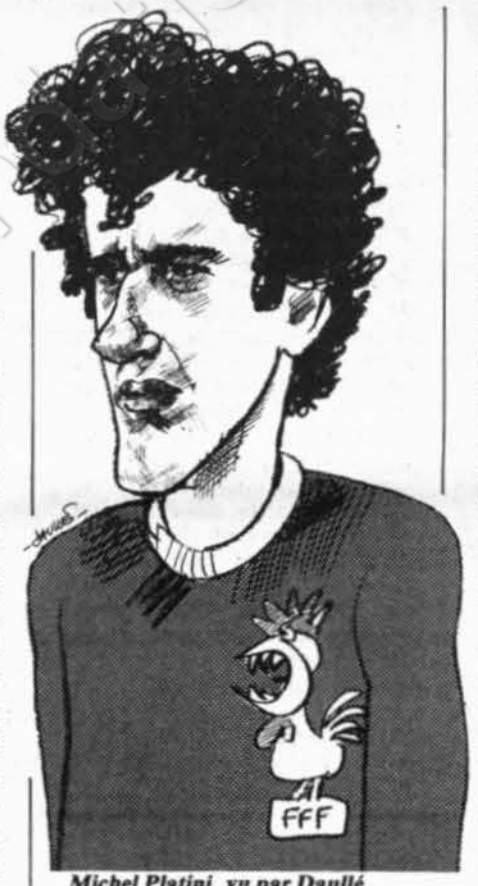
PAR PHILIPPE MAQUAT

MERCREDI dernier, sitôt France-Espagne terminée, Michel Hidalgo a passé le témoin de sélectionneur à Henri Michel l'ancien joueur international du Football club de Nantes. Fini pour Hidalgo de coucher sur le papier onze titulaires, quelques remplaçants et d'expliquer aux autres pourquoi ils devront regarder le match depuis les tribunes sans espoir de jouer, ne serait-ce qu'un quart d'heure. Fini de vivre dans un stress de plus en plus difficile à supporter et encore davantage, lorsque l'on a passé la cinquantaine. Arrivé à la tête des équipes nationales le 1er janvier 1976, Michel Hidalgo, 51 ans, estime, en effet, que huit années de tension et de vie familiale perturbée, cela suffit.

Il met donc les pouces, prend du recul et s'apprête à coiffer la seule casquette de directeur technique du football français. Une promotion fédérale bien méritée qui l'éloignera du terrain et du banc de touche au profit d'une fonction beaucoup plus obscure. Obscure mais plus détendue, plus cool comme l'on dit maintenant, puisque Michel Hidalgo programmera, animera et supervisera les stages de formation des cadres techniques du football national. A coup sûr, guère spectaculaire pour les médias, cette nouvelle fonction mais ô combien importante pour la poursuite de l'ouvrage.

Nanti d'une formation de mécanicien acquise après une scolarité très écourtée, Michel Hidalgo, fils d'émigrés espagnols, abandonnera très vite les boulons et l'huile des moteurs pour le ballon rond. C'est donc au Havre, à Reims et enfin à Monaco jusqu'en 1968 que le futur sélectionneur exercera son métier de footballeur professionnel. Finaliste de la Coupe d'Europe des clubs champions en 1956 avec le Stade de Reims, champion de France en 1961 et 1963 avec l'A.s. Monaco, Michel Hidalgo, qui occupait un poste de « demi » sur le terrain, ne connaîtra pas, en revanche, une carrière internationale exceptionnelle. Son palmarès ne compte, en effet, qu'une seule sélection obtenue en 1962.

Sorti « major » de la promotion 1968 des entraîneurs, Hidalgo fut d'abord chargé de l'entraînement des juniors de l'A.s. Monaco, puis deux ans plus tard il entra à la Fédération française de football (F.f.f.) avec, entre autres responsabilités, celles des scolaires. Adjoint au sélectionneur Georges Boulogne en 1972, il resta à ce poste lorsque la F.f.f. fit appel au Roumain Stefan Kovacs, l'ancien entraîneur du fameux club néerlandais Ajax d'Amsterdam, pour tenter de remettre sur les bons rails une équipe nationale qui touchait le fond à chaque match. Enfin, quand, en 1976, Kovacs quitta la France après une expérience



Michel Platini, vu par Daullé.

mi-figue mi-raisin, Michel Hidalgo poursuivit son ascension et devint à son tour sélectionneur unique.

C'est en raison de cette régulière ascension que Michel Hidalgo, un Nordiste aujourd'hui installé en Gironde, estime que sa vie professionnelle a été régulièrement placée sous le signe de la chance. Chance : un mot que le nouveau directeur technique emploie souvent. Car, pour lui, le football n'est pas une science exacte, mais « quelque chose de fluctuant ». Dans une récente interview accordée à « Libération » le chanteur britannique Elton John, qui est aussi président du club de Watford, avait dit sans hésiter qu'à la différence de l'équipe nationale les clubs français ne valaient rien, une situation rigoureusement inverse à celle du football anglais

Lorsque l'on demande donc à Michel Hidalgo les raisons du décalage, entre une équipe de France brillante et des clubs peu compétitifs, il répond d'un ton très nuancé : « C'est peut-être parce que les clubs français n'ont pas bénéficié de la même chance que l'équipe nationale. Ce qui est vrai aujourd'hui ne le sera pas forcément demain. Souvenez-vous des résultats obtenus il n'y a pas si longtemps par Saint-Etienne et Bastia dans les Coupes européennes. » Saint-Etienne finaliste de la Coupe des champions en 1976, et Bastia finaliste de la Coupe de l'U.e.f.a. en 1978 : ce n'est effectivement pas si vieux.

Le hasard et la philosophie

Il est vrai que la chance a parfois bien servi Michel Hidalgo et l'équipe nationale. Notamment lors de la fameuse Coupe du monde 1982 en Espagne, qui a permis aux joueurs d'accéder au rang de superstars, et à l'entraîneur d'être invité au « Grand Echiquier » de Jacques Chancel. Car il avait suffi à l'équipe de France de faire match nul avec la Tchécoslovaquie, puis de battre le Koweït, l'Autriche et l'Irlande du Nord pour accéder à la demi-finale de Séville contre la R.f.a. Certes, il fallait déjà le faire, mais cela aurait pu être pire. Hidalgo le sait très bien : « Quatre ans plus tôt en Argentine, nous étions tombés dans une poule éliminatoire difficile avec l'Italie et l'Argentine ; en Espagne ce fut un juste retour des choses. »

Soit, mais le renouveau d'une sélection nationale, incapable de se qualifier pour la finale d'une compétition internationale avant ce championnat d'Europe, ne tient pas qu'à la chance, qu'au hasard de tirages au sort favorables. Il repose aussi sur la philosophie prônée par Michel Hidalgo, qui, à l'époque de l'ordinateur, fait essentiellement confiance à l'homme. Lorsqu'on lui demande quel rôle personnel il a joué dans le renouveau du football français, il explique : « Mon rôle fut avant tout celui d'un grand frère. L'équipe, c'est un groupe qui doit être protégé des critiques, des exigences des dirigeants. Or, comme un match perdu devient désormais un drame, une grande solidarité est nécessaire au sein du groupe. »

Le groupe : autre mot clé du vocabulaire d'Hidalgo. Car, durant ses huit années de travail à la tête de la sélection — qu'il ne considère d'ailleurs pas comme des années de vrai travail — Michel Hidalgo s'est efforcé de façonner un noyau, un groupe de joueurs solidaires, à partir duquel ont été formées les différentes équipes de France, et duquel personne n'a jamais été exclu, mais où tous les joueurs ont au contraire été mis en confiance : « Certes, on est toujours pris par les impératifs du rendement, avoue Michel Hidalgo, mais jamais un joueur n'a été oublié, éliminé. »

Pas question, en tout cas, pour Hidalgo l'humaniste sensible d'humilier un joueur, de le traiter de tocard, pratique courante dans le monde généralement qualifié d'impitoyable du sport professionnel. Or, si la résurrection du onze de France coïncide avec le déclin de certains géants du football des années 1970-1975 comme les Pays-Bas, l'Angleterre, la R.f.a., c'est sans doute parce que l'heure est davantage aux équipes de clubs qu'aux sélections nationales, mais aussi

parce que la mentalité française n'existe pas partout ailleurs. Et notamment en Allemagne fédérale, où, de brouilles en brouilles et de rivalités en rivalités, l'équipe nationale ne peut plus disposer de certains joueurs qui ont claqué la porte de la sélection.

Pourquoi la R.f.a. n'a-t-elle pas présenté un meneur de jeu digne de ce nom à l'occasion du championnat d'Europe ? Parce que le joueur de Hambourg, Félix Magath, décline désormais toute sélection. D'autres, avant lui, avaient pris la même décision. Rien de tel n'étant jamais arrivé au sein de l'équipe de France depuis 1976, ceci explique aussi cela. Mais l'apport de Michel Hidalgo ne s'arrête pas là. Cet apport est aussi celui d'un excellent technicien et tacticien qui n'a pas hésité à associer trois numéro 10, c'est-à-dire trois meneurs de jeu dans la même équipe — Michel Platini, Alain Giresse, Jean Tigana, — tirant ainsi le meilleur profit d'une génération exceptionnelle, dont Michel Platini est le leader incontesté.

Michel Platini, qui, en bien meilleure forme que lors de la Coupe du monde 1982, a en outre ramené de Turin cette



Gamma

Image de l'Euro-84.

motivation « made in Italie » que l'on retrouve chez tous les sportifs transalpins de haut niveau. Dans ces conditions, quel genre de cadeau Michel Hidalgo laisse-t-il à son successeur ? Un cadeau empoisonné ? « Non, répond Hidalgo, car je crois qu'en 1986 (année de la Coupe du monde au Mexique) le football français aura la très grande chance de reposer sur un groupe expérimenté. Or, Henri Michel qui vit depuis deux ans avec nous possède les qualités et la mentalité de la fonction. » Gare, malgré tout, à l'Espagne, au Portugal, au Danemark, les autres tenants d'une relève européenne qui a posé des jalons intéressants lors du récent championnat d'Europe. De toute façon, Henri Michel pourra se roder à l'occasion du tournoi olympique de Los Angeles dont l'équipe de France est devenue l'une des favorites à la suite du forfait des pays de l'Est. Encore la chance ?

Enfin au moment où les résultats de notre commerce extérieur sont plutôt encourageants, le football français, qui devient un produit très exportable, va apporter sa petite pierre à l'édifice, la vente des équipements sportifs jouant, en effet, un rôle non négligeable pour l'économie d'un pays. On sait que depuis longtemps le rugby national s'est taillé une solide réputation à l'étranger grâce au talent, à l'inspiration dont font preuve ses lignes arrière. A tel point que, voulant rester fidèle à leur image, Serge Blanco et ses camarades en ont rajouté et offert quelques cadeaux inespérés aux All Blacks qu'ils rencontraient samedi dernier à Auckland pour le deuxième test-match de leur tournée en Nouvelle-Zélande. Or, la griffe française est en passe de s'imposer également en football, car Michel Hidalgo est convaincu qu'esthétisme et efficacité sont parfaitement complémentaires. En conséquence, il s'est efforcé et a réussi à imposer pour l'équipe de France un fond de jeu fondé sur la vicacité et la recherche du réalisme.

Ce n'est du reste pas un hasard si football et rugby français se rejoignent sur de nombreux aspects. Entre Hidalgo, l'anti-meneur d'hommes par excellence, et Jacques Fouroux, l'entraîneur et ancien capitaine du quinze de France, bien des différences apparaissent au niveau de la personnalité. Il n'empêche que les deux hommes n'ont jamais hésité à se rencontrer, à échanger des idées sur la manière de mener à bien leur fonction d'entraîneur-sélectionneur. La fameuse politique du groupe à l'honneur dans les deux sports est là pour en témoigner. Tant en football qu'en rugby, on s'est efforcé ces dernières années de solidifier plutôt que de chambouler.

Reste toutefois à espérer que le football français ne soit pas victime de sa réputation encore toute fraîche. On peut en effet se poser la question : le « groupe France » patiemment bâti par Michel Hidalgo résistera-t-il longtemps aux dollars des clubs italiens qui ont déjà attiré Michel Platini et fait éclater bien des équipes nationales, dont celle du Brésil n'est pas la moindre ? ●

IL COURT, IL COURT LE RENARD

Véhiculée par les renards, la rage serait aux portes de Paris. Sans céder à la panique, il faut savoir que la maladie reste mortelle et que la vaccination des animaux domestiques s'impose d'urgence

PAR PIERRE-YVES POINDRON

ON en parle périodiquement, et périodiquement, « elle est aux portes de Paris ». Mais cette fois-ci, c'est vrai, la rage s'approche de la capitale via le Val-d'Oise. Pas de panique pourtant, les renards ne sont pas à Pantin, et s'il est malaisé de les courser dans la nature où ils s'évanouissent, en revanche, en ville, on peut surveiller la rage des animaux domestiques plus facilement.

Le dernier décès par rage contractée en France date de 1928. Depuis, elle avait même totalement disparu du territoire. Puis, en 1968, la rage animale, qui a fait son apparition en Pologne aux alentours des années 30, traverse la frontière franco-allemande. Comment ? Mystère. En seize ans, elle s'est implantée dans vingt-neuf départements, s'étendant jusqu'en Seine-Maritime. Entre-temps, elle pénètre de Suisse dans le Doubs pour gagner de proche en proche l'Isère. Puis, en 1980, on a quelques espoirs de la voir reculer et la voilà à nouveau qui fait parler d'elle.

« La rage est aux portes de Paris. » On en frissonne, comme ces enfants qui aiment à se faire peur... mais depuis Pasteur, on se sent à l'abri. La rage n'est plus la peste. Il convient pourtant d'être vigilant. Un récent arrêté du ministère de l'Agriculture rend obligatoire la vaccination des animaux domestiques introduits dans les campings et les centres de vacances. Pas pour le plaisir d'embêter leurs propriétaires. Mais tout simplement parce que la rage reste une maladie mortelle.

Indélogeables

En France, la rage a ses bastions : l'Ain et surtout l'Aisne. C'est d'ailleurs de l'Aisne qu'elle menace périodiquement la région parisienne. Les renards ont élu domicile dans les ouvrages militaires des deux dernières guerres, et ils en sont indélogeables. Ils prolifèrent, dit-on, dans le camp de Sissonne puis, après avoir fait leurs premières armes dans l'Aisne, ils passent, peu soucieux des limites administratives, dans l'Oise, puis le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne.

La situation est sans doute irritante, préoccupante pour le monde rurale, mais elle n'est pas dramatique, car il y a, à dire vrai, assez peu de chances que la rage investisse Paris. Non qu'il soit exclu qu'un chat ou un chien la ramène d'une petite virée avec ses maîtres à la campagne, mais parce qu'un animal domestique se surveille plus aisément qu'un renard, toujours prompt à emporter avec lui virus et clef des champs. Aux premiers signes, la maladie serait circonscrite à condition de respecter les mesures indispensables. Région parisienne ou pas, la vigilance s'impose, cependant. La rage, — même si elle ne se manifeste pas toujours après contamination — une fois déclarée, est une maladie mortelle. Chaque année, deux ou trois touristes en meurent, après l'avoir rapportée d'Afrique ou d'Asie.

Or, l'ennui avec la rage, c'est que l'incertitude plane. L'incubation en effet est très longue : quinze à soixante jours chez le chien ou le chat ; quatre-vingt-dix jours chez les bovins ; trente-cinq à quatre-vingt-dix jours chez l'homme. La maladie se transmet par la bave avant même que les premiers symptômes n'apparaissent chez l'animal porteur. Un animal apparemment sain peut déjà la communiquer. Voilà pourquoi, au moins dans les régions infestées, il est impératif, en cas de morsure, de placer l'animal responsable quinze jours sous surveillance ; quinze jours avant l'apparition des premiers signes cliniques, la bave peut être virulente, c'est donc le délai à laisser passer pour écarter toute présomption de transmission de la maladie. Il ne faut jamais abattre un animal qui vient de mordre.

La vaccination des animaux domestiques dans les régions infestées n'est pas une disposition superflue. Mais elle ne dispense jamais de certaines précautions.

Evolution fatale

En principe, la rage peut toucher n'importe quel animal à sang chaud. En Amérique latine, le vampire est même le principal responsable de sa propagation. Mais, en France, c'est le renard qui est le plus grand vecteur de la maladie. Celle-ci peut prendre deux formes : une forme paralytique, une forme furieuse. La première est plus fréquente chez les félins ; la seconde chez les canidés. Mais, dans tous les cas, le comportement de l'animal est profondément modifié. Une fois déclarée, l'évolution de la maladie est fatale. Prise à temps, on en guérit.

Aussi, au moindre doute, en cas de morsure par un animal inconnu, après avoir caressé ou s'être fait lécher par un animal qui se révèle par la suite enragé, il n'y a pas à hésiter à consulter un centre antirabique. Depuis Pasteur le traitement a fait des progrès, la vaccination est beaucoup moins pénible, et surtout il n'y a plus de ces incidents neurologiques autrefois redoutés de tous ceux qui « devaient obligatoirement en passer par là ». Chaque année, 10 à 12 000 personnes sont traitées en France contre la maladie. Beaucoup le sont par obligation professionnelle. D'autres, par précaution. Mais un nombre non négligeable de personnes doit la vie au vaccin.

Pour d'autres qui vont consulter un centre antirabique, la vaccination n'a pas été nécessaire. Sur les 13 587 personnes qui ont consulté l'an dernier, 62 % avaient été mordues par un chien. Mais heureusement, toutes ces morsures ne sont pas enragées et toutes ne présentent pas le même degré de gravité. Seuls, 37 % ont donc été vaccinées. Il n'y a eu aucun décès. Preuve que le diagnostic et le traitement sont aujourd'hui au point. Si la maladie est effectivement un péril, ses incidences économiques sur l'élevage sont assez négligeables. La prévention, elle, coûte sept millions au ministère de l'Agriculture et dix au ministère de la Santé. Les Français dépensent 250 millions de nouveaux francs pour faire vacciner leurs chiens et leurs chats, soit 5,3 millions de doses...



Ne pas badiner avec le fléau

Mais la lutte à la racine du mal est beaucoup plus molle qu'au siècle dernier où on ne badinait pas avec le fléau. Un loup rapportait cent cinquante francs (d'époque) à qui l'abattait. Aujourd'hui, « les chasseurs se désintéressent de la question, déplore un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture. Sur les 75 000 renards abattus l'an dernier, 45 000 l'ont été par les gardes-chasse, le reste par quelque 5 000 personnes. Combien y a-t-il de chasseurs en France ? »

Pour bien faire, il faudrait que la densité de renards tombe à un couple pour cinq cents hectares. On en est loin. La lutte écologique comme l'introduction du lynx dans les Vosges s'est soldée par un échec. Quant à la vaccination des renards, c'est, pour notre fonctionnaire, « une douce utopie ». Pour lui, il y aurait bien un moyen, un moyen radical d'éradiquer la rage animale : « Exiger la production d'une queue de renard pour le renouvellement du permis de chasse... » Goupil alors n'aurait qu'à bien se tenir...

LES STATUES NAISSENT AUSSI

Grâce à des commandes de l'Etat, le statuaire reprend pied pour mettre sur un piédestal Pompidou, Mendès-France, Blum ou Picasso... avec plus ou moins de bonheur

PAR LUCIEN CURZI

QUOI, il suffirait que de célèbres personnages de notre Histoire nationale aient disparu de l'arène publique pour que nos villes paraissent esseulées ? N'exagérons rien, et demeurons laïques. La commande officielle de statues en pied, dont les deux siècles précédents s'étaient fait, eux, une spécialité quelque peu dévote, se voit relancée après qu'elle eut connue une éclipse. Non pas au motif que nos hommes illustres soient à sauver de l'oubli. Mais est-il mauvais qu'ils soient vus et rappelés à tous, y compris aux touristes qui nous fréquentent, là où leurs ombres de bronze, vissées sur socle, signifient le passé dont nous sommes issus, valeurs et lacunes mêlées de passion, que cet hier dont le présent est pétri n'est pas tout à fait caduc ? C'est un peu dans cet esprit que le président de la République a demandé un train de mesures urgentes. Et c'est ainsi qu'une ligne budgétaire a été ouverte en 1984, enveloppe de neuf millions de francs. Moins d'un an qu'un tel programme a été lancé, et déjà des résultats... tout provisoires.

Pressentis, des artistes ont peaufiné leurs esquisses et soigné leurs maquettes montrées à François Mitterrand, lui-même entouré des responsables du ministère de la Culture. Par suite de sa décision, des commandes ont pu être passées, grâce à quoi des sculpteurs en renom, des inconnus aussi se sont mis au travail. Déjà, une initiative saluée comme bienvenue et, soit dit en passant, sans précédent par son ampleur, suscite, en ses effets, pas mal d'interrogations. Le contraire eut été étonnant, et même malsain.

Par statue, entend-on statuaire ou sculpture ? Car le premier mot est synonyme d'habile artisanat plutôt versé dans les pompes narratives, tandis que le second est un domaine d'expression autonome. La recette et l'inspiration seraient donc antinomiques. En matière d'événements artistiques urbains, l'innovation trop évidente est un risque à courir dans la mesure où on ne plaît, en règle habituelle, qu'à une fraction de gens. Quelles impressions peuvent être d'ores et déjà tirées de précoces résultats ?



Jeanclos et son monument à Jean Moulin.


Picasso vu par César.


Pascal Lebrun


Philippe Garrell et son Léon Blum.

Le Pompidou de Derbré.

Diversité mon beau souci

Un très pharaonique Pompidou de quatre mètres de haut, par Derbré, artiste choisi par Mme Claude Pompidou, est dévolu aux jardins Gabriel, qui escortent l'avenue des Champs-Elysées jusqu'à Matignon ; un Jean de la Fontaine aux épaules de portefaix, de Corréia, attend son affectation. Bien obligé de retenir que cet auteur terre à terre et, dans une moindre mesure Derbré remettent à l'honneur un goût supposé public, sensible au savoir-faire, mieux qu'à l'imagination. Hélas ! le statuaire a ses faiblesses auxquelles, en l'espèce, on n'échappe pas. Mais à côté de sculpteurs laborieux, et si attentifs à mimer le semblant des choses, d'autres s'efforcent d'être eux-mêmes.

Le maire d'Asnières a, paraît-il, commandé à Corréia un André Malraux discutant avec Charles de Gaulle, et il a pu dresser sur pattes quatre maréchaux de France, Juin, Leclerc, Delattre et Koenig auxquels l'homme du 18 juin a été ajouté, en prime. Mais par les mânes de Brâncusi, quelle amère banalité de soldats de plomb !

Que l'hommage au résistant

Jean Moulin, par Jeanclos, semble neuf en comparaison, et d'une vision ouverte aux possibles ! Il n'a pas tenté, lui, d'attraper la ressemblance. Jeanclos a réuni peur et douleur pour en tirer un concentré d'émotion. Son symbole, s'il est tragique, n'a guère recours, pour faire vrai, aux lieux communs. On se perd, en revanche, en conjectures sur le si statique Jean Jaurès (lui, pas encore homologué) et un Léon Blum sans conviction de Philippe Garrell, qui devrait orner le jardin de l'ancienne Ecole polytechnique. En sculpture, un zeste de brio technique ne suffit jamais à traduire la vie. Lorsqu'on voit le Jean-Paul Sartre (heureusement refusé), de Roselyne Granet, on se frappe les cuisses ou on pleure. Serait-ce là l'écrivain, pénible sosie binoclé ?

Par contre, au seul vu d'une maquette, le Rimbaud d'Ipoustéguy est elliptique, hors de la convention. Le sculpteur s'est voulu fidèle à l'idée sienne du poète plutôt qu'à un équivalent photographique. En art, le risque devrait être permanent. César, qui n'a pas encore réussi à faire oublier Germaine Richier, s'est confronté à Picasso. Redoutable main à main. Il a astucieusement équipé un centaure picassien de la tête du Malaguène. Or, son œuvre n'aurait pas encore trouvé un sol pour allumer ses sabots. Consultée, la famille à laquelle on proposait le pâturage élégant et sacré de l'Hôtel Salé — qui sera à Paris le musée Picasso tant attendu — a envoyé paître l'insolent centaure. César est patient, le centaure trouvera où se caser...

Battue de cartes

Chacun jugera bientôt sur pièce. Il reste qu'une favorable lune s'annonce pour les sculpteurs : à Arman serait confié pour le hall de l'Elysée un hommage à la Révolution française ; Kowalski a été confirmé pour traiter Valéry, qui prendrait racines dans le parc de Saint-Cloud ; Mendès-France est, lui, élaboré par Pierre Peignot ; Chattaway planche sur Bernanos, mais rien n'est sûr, tandis que Pagès pense à Camus et que Jean Vilar n'a, à ce jour, pas rencontré un maître ès qualités. A ce rythme, nos espaces seront revitalisés. Et Claude Mollard, cheville ouvrière en chef de ces Centfleurs, égrène, non sans plaisir, la liste copieuse des artistes en chantier.

Cette perspective est loin de s'isoler d'autres percées tout aussi spectaculaires. Ainsi, le nouvel hôtel de ville de Vitry sera éclairé par des vitraux de Jean-Pierre Reynaud ; que le même participera à Jouy-en-Josas au dispositif du jardin de sculptures contemporaines de la Fondation Cartier ; qu'à Theimer est donné à charges une stèle destinée à la salle de fêtes de l'Elysée ; qu'en « réparation d'un oubli » Jean Dubuffet, 84 ans, sera présent au parc de la Villette avec une sculpture — souhaitons-la suffisamment hourloupéenne — de vingt-quatre mètres de haut ! ; qu'en vue de l'acquisition de « Clara-Clara », falaises métalliques de Richard Serra, par la ville d'Epinal, l'Etat est prêt à débourser 150 000 à 200 000 francs soit le sixième du montant de l'achat, la part majeure devant être honorée par le mécénat d'entreprise ; qu'Adami est sollicité pour brosser le plafond de 100 m² du hall de la gare d'Austerlitz. Coût prévu : 4 millions et demi de francs. De surcroît, onze cents mètres carrés de verrières, dans la cathédrale de Nevers, sont à pourvoir en vitraux par trois artistes, dont les noms ne sont pas encore connus. Un tel effort absorberait dix millions de francs. Sans compter que sont prévues des tapisseries, auquel cas les chœurs roman et gothique, entre autres espaces nus de l'édifice, retrouveraient leur lustre de jadis.

François Matthey, conservateur en chef du musée des Arts décoratifs part à la retraite. C'était l'occasion à saisir pour lui confier la conduite générale de cette opération qualifiée par Claude Mollard, de « projet du siècle ». Bazaine et Manessier, qui avaient travaillé sur le site il y a vingt ans, sont dans l'impossibilité, à leur grand dam, de participer à cette réhabilitation. L'un et l'autre sont occupés : le premier à Saint-Dié, le second dans une église de Normandie.

Autre champ de réalisations, les fontaines. Sept fontaines-sculptures devraient bientôt agrémenter des lieux dans sept villes de province. Dans ce but, 6 300 000 F sont en principe à débourser, auxquels le ministère de la Culture contribuera à hauteur du dixième. Là encore, le mécénat, dont les ciments Lafarge et la Lyonnaise des Eaux, fera l'appoint sous forme de matières premières. Et l'on songe à une quinzaine d'artistes pour le nouveau ministère des Finances de Bercy (enveloppe budgétaire : 2 milliards de francs). Au titre du 1 %, Louise Nevelson, par exemple, décorerait le mur extérieur ; côté est, qui regarde le Centre omnisports, les architectes dresseraient une perspective alignée de statues antiques choisies dans les réserves du Louvre, au long d'un fossé empli d'eau. Des œuvres contemporaines leur feraient compagnie, ce qui nouerait un dialogue de formes. Comme on dit, affaires en évolution, affaires à vivre... ●

SCULPTURE: AFRIQUE, MERE DU MONDE

Il y a des arts africains et non un approximatif art nègre. L'exposition du Grand Palais le démontre magistralement

PAR LUCIEN CURZI

LE bois qui, en ce XXe siècle, a fait le renom d'un art africain peuplé de masques et de poupées rituels, pas une miette que le temps s'est plu à désagréger. En retour, l'argile ou le limon des fleuves a conservé la poterie et le métal. Par les sites archéologiques ouverts et étudiés depuis quarante ans à peine — d'abord par les coloniaux anglais — le Nigeria remonte vers ses sources et, les reconnaissant, renaît. Car, par ses trésors arbitrairement soustraits à leur contexte — comme tout objet sommé, hors de son aire, à s'avouer œuvre d'art — l'Afrique occidentale, d'avant et d'après l'islam, se scrute enfin elle-même, nonobstant l'acquis massif du Bénin, connu et admiré en Europe depuis un siècle.

Or, la centaine de pièces, dont la plupart sont rassemblées pour la première fois en dehors du Nigeria, laissent dans l'obscurité quantité d'énigmes. Et d'abord le mystère d'un continent aux cultures anciennes — deux mille cinq cents ans sont, en ce cas, survolés —, qui se bousculent et s'influencent sans se ressembler, ne devraient rien, selon les spécialistes, à des apports extérieurs nordiques. Ensuite, on peut subodorer que, entre 500 avant (et même le double) et 200 ans après notre ère, les agriculteurs de Nok, village nord-oriental, avaient dû avoir des maîtres, eux qui modelaient en pâte céramique des têtes coniques, cylindriques ou sphériques, têtes de personnage aux lignes simplifiées, yeux triangulaires et protubérants, oreilles percées, têtes aussi d'éléphant assez réalistes. M. Epko Eyo (1) le souligne dans le fort beau catalogue : ce sont les plus neuves argiles cuites connues d'Afrique sud-saharienne. Depuis que Bernard Fogg tomba en arrêt, en 1943, dans une plantation d'ignames, devant un épouvantail exhumé par un mineur d'étain, les trouvailles n'ont pas cessé. Quatorze pièces des plus raffinées, sur cent cinquante répertoriées, sont logées au Grand Palais, et admirablement mises en état d'aveux, dont les coiffures sont soit des coques, soit en bandeau strié. Nok, quel feu d'artifice, ose-t-on écrire, de volumes !

Après, Igbo-Ukwu où, en 1938, un villageois creusant une citerne déterre un lot de bronzes. La suite, on la devine, car un digne administrateur britannique est là, qui veille à ce que les pièces un moment dispersées — « médecine bonne » pour les ruraux voisins — soient rachetées. D'où question : quelle société utilisait ces bols circulaires et en croissant, pendentifs, sommet de hampe, manche de chasse-mouches orné d'insectes, récipients aux détails d'un luxe inouï, tous objets au nombre de 23 en bronze, obtenus selon la technique rigoureuse de la fonte à la cire perdue, et pour quelles fins ? Des datations au carbone 14 ont établi leur création au IXe siècle. Mais alors, la matière des perles récoltées par milliers sur un seul des sites d'Igbo s'échangeait-elle, comme il est suggéré, contre de l'ivoire et des esclaves ?

Inconsumables chefs

Pour les Yoruba, Ifé fut fondée par Oduduwa, roi ou « Oni ». L'art d'Ifé à son apogée s'insérerait entre les XIe et XVe siècles. Il s'agit surtout de têtes aux visages d'un exceptionnel modelé, en terre cuite. Bordées d'un renflement, qui caractérise Ifé, les lèvres sont souples, de même que les figures aux étranges scarifications tribales. Il est rare que les artistes aient conçu une tête isolée. Souvent, ce sont des portraits en pied de reines et de rois, couronnés ou non, voire de tel usurpateur. Souvent aussi, subsistent des traces de peinture, du blanc sous les yeux, du noir sur les pupilles, du rouge dans le cou. Lorsque ces têtes ou masques sont en cuivre ou en laiton à teneur en zinc, la sérénité voluptueuse des expressions, le fendu oblique des yeux et le bombé des fronts sont le résultat d'une fabuleuse maîtrise des fondeurs. Tout cela se ramasse pour composer une beauté ferme et toute de ferveur, qui contraste, sinon s'oppose, à une parentèle de sang, au pouvoir de quoi se rendirent Picasso, Matisse, Braque et les autres. Un certain mode de représentation abstraite était donc contemporaine de la vogue naturaliste d'Ifé. Surprenante Afrique, mère du monde, et riche d'une histoire autrement plus lointaine que la nôtre.

Autre gisement yoruba, Owo, art de cousinage, au XVe siècle, à celui d'Ifé. Il serait incongru de ne pas examiner, dès lors, ces cultures selon une double ligne de fuite : chacune d'elles dans leur mobilité évolutive ; objets d'influences majeures ou secondaires par suite d'une localisation géographique propice ou d'antagonismes économiques ou religieux. En ce sens, il n 'y a que des arts africains et non un approximatif « art nègre ». Owo livre aussi des têtes ovales en terre cuite parcourues de stries pareilles à celles d'Ifé, dotées de lèvres aussi abondantes et ourlées avec commissures en creux, sinon de nez aux narines mieux dilatées. Plus sensible à un maximum d'expressivité et au mouvement paraît avoir été Owo.

Un faisceau de cultures périphériques tout aussi intéressantes, sans qu'elles pèsent au-delà de leurs circonscriptions, marquent les bronzes tsoedé, les stéatites d'Esié et les monolithes anthropomorphes d'Ikom. La connaissance de ces cultures en est, notons-le, à ses balbutiements (2). Que sera-ce lorsque les chercheurs auront converti leurs moissons en significations tangibles ? A ce stade, sûrement que, à côté d'un art aussi noble et prodigieux que celui du Bénin, surgira dans la pleine lumière, et dans le corps authentique de cultures autonomes, la nécessité de réviser tant soit peu nos conceptions artistiques.

Hier encore dans les limbes, l'Afrique, avec ses arts spécifiques, n'en sera que mieux vivante. Retenons que Nok était déjà inventive dans le millénaire précédant l'entrée en scène des Gaulois et que le commerce de troc ne débuta avec les Européens qu'au XVe siècle. L'Afrique, quoique assez bien présente dans nos collections publiques (3), reste presque toute encore à imaginer depuis une réalité qui lui soit propre.



Tête d'un Oni (XIIe-XVe siècle).

(1) Directeur général de la Commission nationale des musées et monuments du Nigeria.

(2) Pour une initiation de l'Afrique et de l'art africain, on lira, ou relira, avec profit, « l'Afrique fantôme », chef-d'œuvre de Michel Leiris publié pour la première fois en 1934, réédité en 1981 par Gallimard dans la collection Sciences humaines.

(3) Une livraison supplémentaire au catalogue riche d'une étude de Frank Willett, directeur de l'Hunterian Museum de Glasgow, publie les dix pièces formant un modeste lot d'œuvres des collections françaises insérées dans cette exposition. Elles sont présentées par Colette Noll, conservateur au musée des Arts africains et océaniens. Une des fameuses têtes commémoratives d'Oba (Bénin) appartenait, depuis 1944, à Picasso.

Grand Palais, place Clémenceau. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 16 F, le samedi 12 F. Jusqu'au 23 juillet.



POUR CEUX QUI AIMENT LE JAZZ

PAR JEAN DURIAU



CINEMA
Smurf story

Le Bronx, ville bombardée, image symbole de la misère à l'américaine, ghetto et racisme. Là, une fleur est née entre les gravats gris. D'abord des graffitis sur les rames de métro puis de véritables fresques éclatantes de couleurs. En même temps naissait le rap, cette nouvelle manière poétique, rythme de voix hachée, argot, humour, pour raconter la révolte. Et une danse, le smurf, spécialité acrobatique des petits Noirs qui ont refilé le rythme à leurs aînés. Et le smurf a balayé le Bronx.

Cette histoire, avec ses racines, le film de Stan Lathan et Harry Bellafonte la raconte à merveille : des héros positifs, beaux et pathétiques, bande de jeunes Noirs et Portoricains qui rêvent d'atteindre le « top » grâce à leur art. Une image nerveuse, un enthousiasme rare : un film manière de démonstration, sur la force d'un mouvement culturel, capable de transcender la violence, quand les bandes s'affrontent à coup de smurf et quand les gangs disparaissent. Capable aussi de retourner symboliquement les signes de la misère. « Nous étions faits pour être brisés, nous sommes les breakers (ceux qui brisent). » Ils ont inventé un art, collage étrange de styles et d'expressions différents. Et « Beat Street », avec toute sa naïveté, nous garantit le plaisir de comprendre cette nouvelle arme qui se veut unificatrice et pacifique.

« Beat Street » de Stan Lathan, avec Guy Davis, Rae Lawn Chong, Robert Taylor.

ROCK
La tornade blanche

Habillées de noir, les « Goulues » débarquent dans un monde plutôt sombre, séduisent un public « punk » quelque peu sinistre et l'entraînent ailleurs. Elles font quitter la grisaille, tentent d'emmener chacun en lui-même, loin de l'extérieur, vers l'intérieur. Musique plus élaborée, paroles plus « pensées ». Dans l'obscurité, Véronique, la chanteuse de ce groupe composé de quatre femmes quitte ses vêtements noirs et réapparaît en blanc.

« Les gens oublient que le rock est une fête. Nous, nous cherchons à faire plaisir, aux yeux comme aux oreilles. Nous travaillons notre jeu de scène — ce qui a valu aux « Goulues » d'être sottement qualifiées de « punkettes esthétiques » —, nous voulons montrer qu'il est possible de chanter autre chose que « tout va mal, la vie est dure »... »

Et pourtant ce n'est pas simple. Pas simple d'être femmes dans ce monde essentiellement mâle qu'est le « rock ». Pas simple de s'affirmer sans tomber dans le piège qui consiste à « être plus mec que les mecs ». Pas simple, enfin, de s'imposer comme créatrices.

Car tel est le but. Certes, « nous aimerions que les femmes se décoincent plus, voient qu'elles aussi peuvent s'emparer d'un instrument et en sortir leur musique, viennent nous voir après les concerts », mais l'idée reste aussi de réussir en tant que musicienne, compositeur — tiens, pas de féminin à ce mot ? —, artiste.

Ensemble parce qu'elles ressentent « le besoin d'exister, de créer à plusieurs, d'être sur scène, de communiquer ». Le message ? « Cessons de broyer du noir. On vit ce qu'on se crée. » Vingt ans, le visage ouvert, Véronique, qui « revient de loin », est catégorique. « Il ne faut jamais s'arrêter aux apparences, toujours chercher plus loin. On veut parler d'autre chose, de l'amour, des rêves. Finie la haine. Je réapparais en blanc pour chanter ce qui est en chacun de nous. Pour faire triompher le positif. »

Et, décidément, le monde du rock change sans cesse, qui vient de leur permettre de rencontrer d'autres artistes qui pensent comme elles, qui écoutent. Et grâce à qui, à la rentrée, elles devraient sortir un 45 tours. Nous en reparlerons. En attendant, elles participeront à la soirée « Garage » du 20 juillet au port d'Auberviliers.

L'hirondelle des faubourgs !

Je smurf, tu smurfs, nous smurfons... Et que je te break par-ci et coule par-là. C'est pas sorcier, suffit de casser et de s'éclater. Sur la tête, sur les mains, sur les pieds. Et surtout, de causer. Rap, rap, rap. Mode ? Comment échapper au smurf en ouvrant la télé : pas une pub sans son petit smurfer noir, chic très chic. Alors, quand elle débarque au Trocadéro, la « break danse » n'est plus ce qu'elle était dans Banana Kelly, Bronx, où elle exprimait l'envie de dépasser les bagarres de gangs, de se défoncer sans herbe ni rien. Ici, elle est totalement dénaturée, décolorée.

Mais en banlieue, elle redevient la vie, elle retrouve prise, sens, parce que, dans un terrain vague, à New York comme à Montreuil, elle est un moyen de s'exprimer. Pour pas cher. Un transistor et un carton, le tour est joué ; c'est là que le hip-hop accroche. Et tant pis s'il agace les adultes et les gens sérieux, comme agacent toutes les passions des jeunes. Celle-là ne fait mal à personne, pas vrai ?

PROTOTYPE
Noir, à faire peur

Œuvre étonnante, déroutante, dérangeante même. Difficile. Très. A écouter maintes fois, l'esprit, les oreilles ouvertes. Prêt à se faire violence. Et pas « une douce violence ». Prêt à écouter, au vrai sens du terme. Sans a priori aucun. Et il faut le faire, car la récompense dépasse toute espérance.

Ran Blake, protagoniste de ce « third stream », ce troisième courant, venant du courant classique et de celui de la musique noire, mais surtout chercheur insatiable, se demandant pourquoi se limiter à ces deux courants, pourquoi ne pas y substituer un ou plusieurs des nombreux styles ou traditions de la musique ethnique, poussant toujours le bouchon plus loin. En visionnaire. L'identité des ingrédients originels ne compte plus. La multiplicité aboutit à l'affirmation de soi, de *son* œuvre. Les apparences deviennent trompeuses, les frontières s'évanouissent, et la création surgit. Qui participe de cette idée folle, fusion de toutes les musiques de la planète en « un langage si transcendant que ses sommets comme ses abysses deviendraient communs à l'humanité tout entière » (« Essays before a sonata », de Charles ives in « The aesthetics of music »).

Et quel meilleur support, quelle meilleure preuve de cette tentative de fusion que ce Dr Mabuse, être complexe en qui Blake voit « un homme doté de nombreux masques. Tout à la fois sain d'esprit et fou, intelligent et irréfléchi... disposant de plus d'un tour qu'il dissimule discrètement dans ce sac inquiétant qu'il porte avec lui ». Dans son portofolio, justement.

Passionné de cinéma — au point d'intituler un disque précédent « Film Noir » —Blake nous entraîne dans ses visions, son univers, crée des climats, des ambiances, une bande-son pour film muet à laquelle il devient impossible d'échapper. Reste à s'accrocher ferme aux bras de son fauteuil et à se laisser terrifier.



Si la première face révèle le piano de Blake face à un orchestre symphonique de près de cent musiciens, la seconde nous offre uniquement des solides pianos merveilleux de concision, traductions d'impressions, aperçus sonores d'événements, de personnages. Quelques touches — qui n'atteignent peut-être pas la pureté d'un Haïku japonais, mais s'en approchent — et apparaissent un visage, un lieu, une situation. Musique impressionniste. Construite au point de passer pour écrite. Mais preuve de la grandeur de l'improvisation, de l'invention lorsqu'elle naît du talent. « Lorsque je joue en solo, je me retrouve plongé dans un monde totalement imaginaire. Je ferme les yeux et vois devant moi un véritable écran où défilent des images. » Et nous donc ! Ce « Portofolio » sacre Blake grand compositeur.

Ran Blake, « Portofolio of Doctor Mabuse », OWL Records.

CLASSIQUE
Quand Dizzy sert Duke

Enfilons ce pyjama soyeux que nous livre ce mois-ci Polydor. Ou plutôt ces robes de soie moulantes et ces tuxedo satinés, car il s'agit bien d'une grande soirée sensuelle et luxueuse. New York, avril 1960. J.-B. Gillespie, l'homme à la trompette tordue, entouré des quatorze membres de son « big band », enregistre une sorte de compilation, de « Best of » Duke Elligton. Mais, attention, « Things ain't what they used to be », « Les choses ne sont plus ce qu'elles étaient » ! Et ce big band de Gillespie nous le prouve.

Comme Ellington, Gillespie est un grand du jazz, peut-être le premier à oser apporter alors une nouvelle idée du big band, à exprimer, par le biais d'un grand orchestre, les idées d'une nouvelle génération de musiciens. Rien d'étonnant donc à ce qu'il s'attaque au Duke, à ce créateur honoré par toutes les générations.

Etonnant est le résultat. Il ne s'agit pas ici du « Dizzy », du fada gueulard, débridé et rigolard que nous connaissons si bien. Gillespie se cache derrière le maître, n'ose rien, comme si le respect l'étouffait. Son big band, extraordinairement homogène, et lui-même se montrent modestes ! Font dans la dentelle. Tout en finesse.

Mais, si les thèmes « sonnent » résolument ellingtonniens, les nuances, les accents viennent d'ailleurs. Le Blues de Gillespie s'empare de tous les morceaux, plane sur l'ensemble, et l'hommage n'en devient que plus émouvant : la nostalgie toute proustienne du Duke assaisonnée à la sauce Blues de Gillespie ! De quoi pleurer !

Au bout du compte, un double portrait. Celui du maître, certes, mais l'interprète révélant tant de lui-même, également d'un Gillespie amoureux — mais non aveugle ! — ciselant du bout des lèvres une œuvre voluptueuse.

Dizzy Gillespie and his orchestra « A portrait of Duke Ellington » Verve Records.



Dizzy Gillespie.

La chronique littéraire de Claude Glayman



LE NEVEU DE PROUST

Le sillon proustien – illustré avec virtuosité par Rinaldi –, le filon flaubertien ou même la veine "nouveau roman" continuent d'être explorés par les romanciers d'aujourd'hui

- ***Nine Moati : « Madame Fortunée », roman, Seuil.***
- ***Angelo Rinaldi : « les Jardins du Consulat », roman Gallimard.***
- ***Henri Thomas : « le Migrateur », Gallimard, Collection « Le chemin »***
- ***Marc Bernard : « Au fil des jours », Gallimard.***
- ***Claude Simon : « la Chevelure de Bérénice », les Editions de Minuit.***

TROIS éditeurs, trois types de littérature, sinon trois écoles ! Pour arbitraire qu'elle puisse paraître, cette classification n'en comporte pas moins une bonne part de vrai. Voici une demi-douzaine de titres parus par hasard il y a plusieurs mois et que leurs qualités ne nous faisaient pas perdre de vue. En les lisant, en les analysant et en les commentant à l'occasion de la publication, toute récente, du dernier de Nine Moati, nous vérifions non seulement une heureuse diversité, mais comme la confirmation de quelques bannières qui collent à des maisons d'édition comme des étiquettes.

Au Seuil, le romanesque traditionnel avec une histoire, des personnages et, dans le cas de Nine Moati, un parfum de fantastique (lui aussi bien dans la tradition). Chez Gallimard, pardelà les personnalités de chacun des écrivains retenus, le classicisme de la forme est la vertu dominante. Certes, Rinaldi poursuit son œuvre dans un sillage très proustien — non seulement au niveau de l'expression, mais par le climat, on oserait dire l'éthique. Vieux routier et merveilleux styliste — quoique trop méconnu — Henri Thomas possède le sens de la simplicité et celui de la résonance. Son livre est un assemblage de souvenirs parcellisés, une forme d'égotisme, sombre, aiguë et distraitement tragique, qui n'a pas — hélas ! — l'ambition d'une fiction construite et complète.

Marc Bernard, décédé en 1983, méconnu aussi, est également l'un de nos excellents prosateurs (lauréat du prix Goncourt 1942 pour « Pareils à des enfants »). Marc Bernard, si on peut s'exprimer ainsi, privilégiait la signification. Ancien communiste, engagé dans une conception populiste de la littérature, il conservait de ses expériences une sensibilité humaniste, très caractéristique dans cette suite de souvenirs, d'observations, de réflexions, où l'approche de la mort et l'image des femmes aimées se taillent la part du lion. Marc Bernard et Henri Thomas se servent de l'écriture dans une même intention et pourtant leurs tempéraments sont très différents. Rinaldi, Bernard, Thomas, le classicisme a un tel héritage derrière lui qu'il se poursuit dans des voies fortement individualisées et qu'on ne saurait confondre en dépit de leur parrainage commun.

Parrainage qui ressort — on y peut même ranger la fiction de Nine Moati —, lorsqu'on aborde le texte de Claude Simon écrit en 1965. Nous sommes là au cœur de ce qui fut, (reste ?) le « nouveau roman ». Point de trame romanesque, aucune psychologie, pas de figuratif, on pourrait parler de littérature abstraite (dans la même acceptation que « peinture abstraite »). Néanmoins, la langue de Claude Simon demeure celle de Racine, de nos classiques contemporains, elle est lisse et pure, les mots qu'elle emploie ont un grands poids d'évocation, une volonté de décrire, un désir de durer. Nous sommes en plein exercice, mais un exercice réussi qui se métamorphose en œuvre d'art.

Ces divers genres, nettement tranchés, balisent-ils le terrain actuel des lettres françaises ? Pour ce que celles-ci ont de meilleur, on serait tenté de l'affirmer. En d'autres termes, disons que les rôles découlent plus d'affinités que de volonté délibérée à imposer des écoles et des systèmes.

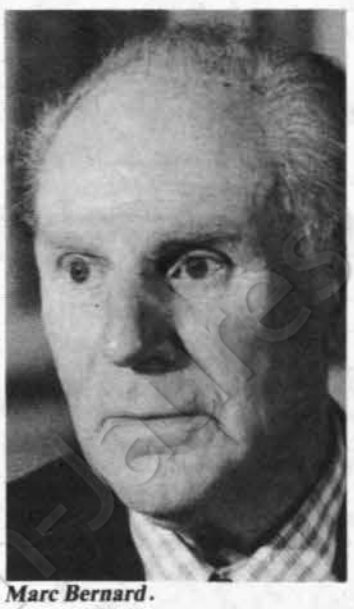
Il y a bien chez les romanciers courants du Seuil une prime accordée à la fiction, à la matière du récit plus qu'à la forme. On l'a vu chez Pierre Daix — très injustement ignoré par la critique pour son dernier roman (voir « l'Unité » n° 555) — on le voit pour le premier de François Maspero, éditeur transformé en auteur (« le Sourire du chat »).

Pour Nine Moati dont on avait apprécié les précédentes « Belles de Tunis », il y a comme une hâte à retrouver une atmosphère, où le souvenir, le fantastique, l'inexpliqué ont leur part. L'auteur articule une fiction à la va-vite, prenant modèle sur certaines de nos modes présentes, négligeant parfois le vraisemblable et la rigueur minimale des agencements. Quatre récits de longueur variable dessinent la silhouette de « Madame Fortunée ». Dans le civil une femme juive, fort belle à vingt-cinq ans, dont le mari immensément riche s'est supprimé au lendemain du krach de 1929 ; elle a fui la France au début de l'Occupation et gagné un palais fabuleux en Tunisie. En réalité « Madame Fortunée » n'est-elle pas la fortune, le destin, la mort ? Son fantôme et ses initiales détruisent le couple de Caro et Bastien, très jeunes cadres « in ». « Madame Fortunée » conduit Yvette à la mort, Yvette a introduit Caro auprès d'oncle Paul et de tante Yo (Yvette a été la maîtresse d'oncle Paul).

A-t-elle le mauvais œil « Madame Fortunée » ? Maggy, une camarade de Claudine (Caro enfant ?) en Tunisie meurt d'avoir goûté à sa pâtisserie. Mystère et menaces sont bien menés dans ce court roman aux clés multiples, et qui oscillent sans cesse entre la description cinématographique propre à l'époque et un second plan plus trouble, où j'ai cru reconnaître le voisinage fantastique d'une Pierrette Fleutiaux pour ne pas nommer Marcel Aymé, un Marcel Aymé versant dans la tragédie feutrée.

Excellent Rinaldi. On avait admiré son précédent roman « la Dernière Fête de l'empire » auquel l'évocation de la Corse donnait une certaine stabilité, comme une référence, une configuration tangible. A présent, le fil d'Ariane d'une chatte cancéreuse et la proximité de la mort, pour ne pas dire du suicide, mènent le bal dans un dédale de plans, de souvenirs et de rappels superposés en un écheveau indémêlable. Puzzle fabuleux d'une construction où les tête-à-queue chronologiques cernent un monde blafard et glauque. La tristesse, la laideur humaine, sinon un complexe d'infériorité sont le lot de cet univers où on peint les hommes comme ils ont toujours été et seront toujours. Cette morale — une sagesse sans illusion — est celle de Proust. La référence implicite à ce dernier explique ce qu'on a nommé ci-dessus la virtuosité de Rinaldi. C'est Proust sans l'être (d'autant que l'auteur de la « Recherche » n'avait rien de méditerranéen). Comme lui, on emploie des mots rares, racés (exemple : le téléphonage, des subjonctifs qui subjuguent), dans son sillage on déroule une prose aristocratique pour exprimer tout simplement la vie (lisez par exemple les pages très fortes qui ont trait à la fatale visite chez le vétérinaire). C'est plus, aujourd'hui, que Proust, cette acrobatie fulgurante de la phrase, l'arrivée toujours inattendue des éléments du roman. Que signifie ce superclassicisme maîtrisé qui jure et fascine en nos temps de prouesses technologiques ! J'avoue que je donne ma langue au chat (c'est le cas de le dire) et le lecteur séduit demeure sans explication satisfaisante.

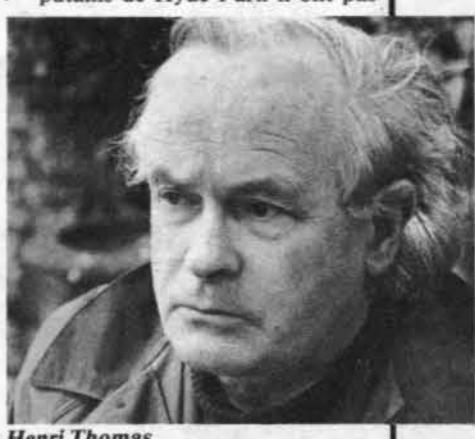
L'intention est plus accessible chez Henri Thomas ou Marc Bernard. Le premier écrit : « Je ne suis guidé que par le plaisir d'écrire : cela devrait m'absoudre. Il est vrai que le plaisir d'écrire n'entraîne pas forcément le plaisir de lire. » Eh bien, pourtant, nous l'éprouvons ce plaisir de lecture en découvrant les pages d'un écrivain du secret qui combine la méditation philosophique, la notation quotidienne, le sens de la formule. Flashes tronçonnés qui éclairent une enfance et une adolescence en Alsace, un long séjour en Grande-bretagne (les putains de Hyde Park n'ont pas de secret pour Henri Thomas), la fréquentation d'Antonin Artaud le poète maudit, l'amour pour plusieurs femmes, etc. Carnet de notes dont les chapitres et sous-chapitres sont agencés par thème. Henri Thomas, grand traducteur de littérature anglaise, allemande, traduit ici sa vie et il ne faillit pas à sa réputation.



Marc Bernard.



Angelo Rinaldi.



Henri Thomas.

L'ambition de Marc Bernard tient dans la phrase initiale de son livre : « L'envie m'est venue de décrire la vie d'un homme seul... » Ecrivain de la présence au monde dont l'interrogation humaniste, sans doute d'une autre génération, prend en considération l'inconnue de la science, le contexte social, la mort et le vide qui l'environne, l'amour de la femme (sa plus belle justification). Entendez cette phrase dont la sincérité admirable comblerait bien des vœux : « J'ai eu la chance de rencontrer l'être dont j'avais toujours rêvé, au moment même où mon expérience m'a permis d'en apprécier le prix. »

Si le mot de virtuosité qualifie l'art de Rinaldi, c'est à un rébus, un rébus général que l'on songe en lisant les quelque vingt-cinq pages de Claude Simon écrites entre « la Route des Flandres » et « Histoire ». Ce rébus exige un effort sérieux de la part du lecteur ; à quel profit, serait-on tenté de conclure... ? Sans redéballer de nouveau le dossier du « nouveau roman », disons qu'on retrouve dans cette brochure tout le concentré de ce qui en a fait les beaux jours. Description de géomètre, évocation des corps et des objets, goût du plan photographique, ce qui n'exclut cependant pas le mouvement, etc. Cette écriture de surface n'interdit pas la fiction, mais celle-ci est esquissée, entrevue, suggérée, à tel point imaginaire qu'elle n'a plus de trace précise. Et pourtant les empreintes de Claude Simon ont quelque chose d'inaltérable et de remarquable. Ainsi, la littérature française actuelle dans ce qu'elle affiche de plus élevé mêle en un instant ce qui a fleuri à diverses et successives époques de son histoire.

LISEZ AUSSI...

- ***« Terre d'enfance », une nouvelle collection créée chez A.c.e. Editeur avec deux premiers titres qui ne passeront pas inaperçus : « Une enfance lyonnaise au temps du maréchal » par Jean-Jacques Brochier et « Des dimanches à Belleville » par Clément Lépidis.***
- ***Robert Pinget : « le Harnais », les Editions de Minuit.***

Un prolongement à « Monsieur Songe » par un pur-sang de l'écurie Minuit.

- ***Christiane Teurlay : « Pierre », Grasset.***

Bouleversant récit de la femme de Jean Freustié, écrivain et critique racé, emporté il y a un an par un cancer.

- ***Raymond Radiguet : « le Bal du Comte d'Orgel » - Paul Morand : « Hécate et ses chiens » deux volumes, Poche, Flammarion.***

Un classique français du XXe siècle et l'un des moins bons romans de Morand (le film qu'il a inspiré est détestable).

- ***Maurice Genevoix : « Ceux de 14 » - François Ambrière : « les Grandes Vacances », « Points » - Seuil.***

En ces temps de célébration deux titres sur les combattants et victimes des deux grandes guerres mondiales. Ambrière a obtenu le « prix Goncourt des prisonniers » en 1946.

- ***Julien Green : « Varouna » - « Points » - Seuil.***

L'un des plus célèbres titres d'une valeur sûre.

- ***Robert Sabatier : « les Allumettes suédoises » - Le Livre de poche.***

Le succès de Sabatier.

- ***Annie Lauran : « l'Usurpateur ». Roman, Galilée.***

Une petite fille décrit douloureusement l'affrontement politique de son père. Le rival s'appelait Aristide Briand. Cris et chuchotements de l'histoire française.

- ***Gilles Puldowski : « le Devoir de français », Flammarion.***

Récit autobiographique d'un juif français qui découvre ses multiples identités. Où la réalité commande la fiction et prend un ton personnel inoubliable.

- ***Elisabeth Jacquet : « les Contretemps » roman, Stock.***

Un premier roman dont on a beaucoup parlé. Mais attention, vouloir être une Françoise Sagan ne suffit pas à le devenir !

Une banque ouverte à nos projets.

Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres, se concerter, s'entraider. Crédit Mutuel, une banque ouverte aux projets des uns, aux idées des autres.

Crédit Mutuel
Les uns les autres.

(suite de la page 24)

pluralité », comme le disait Massimo Bogianckino lui-même.

On ressasse le passé

Quant aux jeunes chanteurs... « Je suis contre les règles impies du vedettariat », affirme l'administrateur général qui reconnaît en même temps que « l'art lyrique doit parfois faire appel à des grandes vedettes » et que « des notes sublimissimes réussies par des interprètes hors pair ont souvent fait vibrer une page musicale ». A ne faire venir qu'une poignée d'artistes hors normes, de « prime donne assolute », il est certain qu'on lisse le poil du public dans le sens du plaisir. Tout en pratiquant une politique qui ne va pas plus loin que le bout du nez. Après eux, le déluge. Et ils ne sont pas immortels. Alors autant s'occuper de la génération du relais ; autant permettre à des Cecilia Gasdia, à des Jean-Philippe Lafont, à des Kathleen Battle, à des Waltraud Meier, à des Colette Alliot-Lugaz de côtoyer Pavarotti, Gwyneth Jones, Hildegard Behrens et Alfredo Kraus. Et laissons aux maisons de disques la responsabilité de fabriquer des générations d'auditeurs sourds et robotisés à force de n'écouter que la monotonie plus que parfaite des super-stars mises sous vide dans les enregistrements numériques.

Il fut un temps — bien loin — où l'Opéra vivait de continuelles créations. Où Puccini enterrait Verdi ; où Wagner faisait oublier Weber. Aujourd'hui, on ne crée presque plus. Pour un Messiaen, un Henze ou bien un Konrad Boehmer l'an prochain, on ressasse le passé. Alors autant faire revivre ce passé avec le piment du risque. Un metteur en scène débutant ou peu évident, tel Bob Wilson, un jeune chef et des interprètes nouveaux garantissent ce risque. Il faut découvrir au lieu de consacrer, même si, c'est vrai, le timbre unique d'un Domingo vous flanque le frisson. Alors en route pour les paris ; soyons curieux que diable ! Comme disait l'autre : « L'ennui naquit un jour de l'uniformité. » ●

Opéra : saison 84-85 Palais Garnier

Verdi - « Macbeth » - direction Georges Prêtre, mise en scène Antoine Vitez. Avec Renato Bruson - Franz Grundheber, Shirley Verret - Ghena Dimitrova...
Du 28 septembre au 29 octobre.

Strauss - « Le Chevalier à la rose » - direction Adam Fischer, mise en scène Hans Hartleb. Avec Elisabeth Söderström, Trudeliese Schmidt, Kristina Laki, Günther Missenhart...
Du 12 novembre au 5 décembre.

Mozart - « L'Enlèvement au sérail » - direction James Conlon, mise en scène Giorgio Strehler. Avec Gianna Rolandi, Lilian Watson, Barry Mac Cauley, Helmut Berger - Tuna...
Du 21 novembre au 10 décembre.

Puccini - « Tosca » - direction James Conlon, mise en scène Jean-Claude Auvray. Avec Hildegard Behrens -Raina Kabaïvanska, Luciano Pavarotti, Gabriel Bacquier -Siegmund Nimsgern...
Du 6 au 21 décembre et du 3 au 9 juillet.

Wagner - « Tristan et Isolde », direction Marek Janowski, mise en scène Michaël Hampe. Avec Gwyneth Jones -Ute Vinzing, René Kollo -William Johns, Kurt Moll -Siegfried Vogel...
Du 28 janvier au 26 février.

Konrad Boehmer - « Docteur Faustus », direction Jaros Kulka, mise en scène Charles Hamilton. Avec Heinz - Jürgen Demitz, Jazsef Dene, Helia T'Hezan, Lucia Scappaticci...
Du 20 février au 9 mars.

Berg - « Wozzeck », direction Christoph von Dohnanyi, mise en scène Liliana Cavani. Avec Peter Gottlieb, Anja Silja, Alen Cathcart...
Du 27 mars au 22 avril.

Gluck - « Alceste », direction Mikael Schoenwandt, mise en scène Pier Luigi Pizzi. Avec Shirley Verret, Barry Mac Cauley, Jean-Philippe Lafont...
Du 17 avril au 11 mai.

Verdi - « Un bal masqué », direction Gian-Luigi Gelmetti, mise en scène d'après Otto Schenk. Avec Luciano Pavarotti, Juan Pons, Natalia Troïtskaia...
Du 18 mai au 8 juin.

Meyerbeer - « Robert le diable », direction Daniel Oren, mise en scène Petrika Ionesco. Avec Alain Vanzo - Rockwell Blake, Samuel Ramey, June Anderson...
Du 24 juin au 20 juillet.

Salle Favart

Chabrier - « L'Etoile », direction John Burdekin, mise en scène Louis Erlo et Alain Maratra. Avec Colette Alliot - Lugaz, Véronique Dietschy, Martine Mahé, Michel Sénéchal...
Du 1er octobre au 31 décembre.

Cimarosa - « Le Mariage secret », direction Cyril Diederich, mise en scène Michaël Hampe. Avec Michèle Lagrange, Catherine Gamberoni, Carmen Gonzales, Alberto Rinaldi - Michel Philippe, Gérard Garino...
Du 20 octobre au 12 novembre.

Alexandre Dargomyzki -« Le Convive de pierre », direction Jean-Claude Casadesus, mise en scène Otomar Krejca. Avec Alen Cathcart, Sergej Koptchak, Mariana Nicolesco -Hélène Garetti...
Du 24 janvier au 8 février.

Rameau - « Hippolyte et Aricie », direction William Christie, mise en scène Pier Luigi Pizzi avec l'ensemble des arts florissants.
Du 16 mars au 8 avril.

Massenet - « Don Quichotte », direction James Conlon, mise en scène Piero Faggioni. Avec Ruggero Raimondi, Margarita Zimmermann, Michel Trempont...
Du 22 juin au 13 juillet.

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER



« Le Tambour ».

VENDREDI 29 JUIN

A.2 « Un seul être vous manque », feuilleton de Jacques Doniol - Valcroze. Episode n° 4 - 20 h 35.

Ciné-club. Cycle Italie : « le Règne de Naples », de Werner Schroeter (voir encadré).

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « Nos plus longues vacances », reportage de Michèle Mattei - 20 h 35.

Les héros sont fatigués. Que font J.R., Sue Ellen et les autres lorsqu'ils ont atteint ou dépassé la soixantaine ? Une enquête sur la retraite à l'américaine.

SAMEDI 30 JUIN

T.f.1 Théâtre : « Un grand avocat », de Henry Denker. Adaptation de Pol Quentin. Mise en scène de Robert Hossein - 20 h 35.

L'adaptation théâtrale d'un authentique procès à grand spectacle à l'époque du maccarthysme américain, qui vit s'affronter deux journalistes hyper-célèbres, Georges Dennis et Boyd Bendix, sur fond de ragots et de vie privée louche. C'est l'avocat Robert Sloane qui défendit l'accusé Dennis en faisant le procès de l'intolérance. Malgré tout l'intérêt du sujet, la pièce est un flop complet. On n'y croit pas, et ça se traîne en des longueurs effarantes. Avec Roger Hanin, Paul Guers et Jean Topart, au demeurant remarquable dans le rôle du parfait salaud.

DIMANCHE 1er JUILLET

T.f.1 « Un papillon sur l'épaule », de Jacques Deray -20 h 35.

Un innocent est entraîné malgré lui dans le dédale de l'espionnage. Ou comment avouer lorsqu'on ne sait rien. Une énième diffusion, mais un film plus qu'intéressant : terrifiant.

F.r.3 Cinéma de minuit. Cycle Tourneur père et fils : « Cécile est morte » - 22 h 30.

Maigret avant Jean Richard. C'était Albert Préjean. Ça nous rajeunit pas.

LUNDI 2 JUILLET

T.f.1 « Le rouge est mis », de Gilles Grangier - 20 h 35.

Gangster's story avec le duo Gabin-Ventura. Solide et épais comme du marbre.

Portrait d'Elvire Popesco, émission proposée et réalisée par Aline Tacvorian - 22 h.

La plus flambante des Roumaines par elle-même. Avec des extraits de « l'Habit vert », « le Roi », « Ils étaient neuf célibataires » et « Tovaritch ».

A.2 Théâtre : « la Trilogie de la villégiature », de Carlo Goldoni. Mise en scène, de Giorgio Strehler. Premier partie — 20 h 35.

Le bonheur théâtral absolu. Goldoni et sa tendre méchanceté, magnifié par Strehler, ça vaut largement une rediffusion. A magnétoscoper en trois soirées, ce lundi puis les 9 et 15 juillet.

F.r.3 « Kennedy », série de Jim Goddard et Reg Gadney -Première partie - 20 h 35.

Kennedy, John F., sa vie, son œuvre, sa mort, sa veuve en soap-opéra du lundi soir. Ça promet. Goddard Jim n'a rien à voir avec Jean-Luc. Mais il y a Martin Sheen.

L'Emission de la semaine : « le Règne de Naples », de Werner Schroeter, A.2, vendredi 29 juin, 23 heures.

Le pompon de kitsch. Au troisième degré, c'est génial ; au second hilarant. Quittant pour une fois sa caméra provocatrice qui fit les beaux jours du nouveau cinéma allemand (« la Mort de Maria Malibran », un exemple parmi d'autres), Werner Schroeter s'est appliqué à copier à sa façon le néo-réalisme italien pour raconter, de 1944 à 1976, la vie d'une modeste famille de Napolitains pris entre la naissance de la Démocratie chrétienne et les sursauts du P.c.i. (ciao, camarade Enrico). Le père est communiste, la mère fervente chrétienne et, des deux fils, le premier porte le monde ouvrier en bandoulière, cependant que le second rêve des Etats-Unis. Une scène à ne pas manquer pour essayer de savoir enfin (moi je ne sais toujours pas) si ce film est absolument sublime ou complètement ringard : l'assassinat par la « mère » de son amant communiste sous prétexte que sa petite fille vient de mourir de tuberculose (en écoutant à la radio Callas dans « la Traviata ». Si !) et que les communistes sont responsables du non-arrivage en terre italienne de la pénicilline américaine. Grand. Et en V.o.

MARDI 3 JUILLET

T.f.1 Politiques, émission de Jean Lanzi avec Pierre Mauroy - 20 h 35.

« Le Tambour », de Volker Schlöndorff - 22 h 35.

Le refus de l'hypocrisie dominante imaginé par Günther Grass et vécu par un môme qui décide, à l'âge de trois ans, de ne plus grandir. Le seul rôle vraiment remarquable du petit David Bennent. En V.o.

A.2 Les dossiers de l'écran, émission d'Armand Jammot : « Asphalte », de Denis Amar.

Débat : les accidents de la route - 20 h 40.

Le drame de la route, un 31 juillet, qui vient frapper les uns comme les autres. Encore un film qui n'a servi à rien.

F.r.3 « La Cible étoilée », de John Hough - 20 h 35.

Grandeur et décadence du général Patton peu après la Seconde Guerre mondiale. Efficace. Avec John Cassavetes, George Kennedy et la Loren.

« La Présence réelle », de Raoul Ruiz - 22 h 45.

Enquête sur un comédien au chômage en Avignon, cuvée 1983. Une réflexion sur le théâtre et ses utopies.

MERCREDI 4 JUILLET

A.2 « Pour Elisa, » téléfilm de Paul Seban - 20 h 35.

La vie d'Elisa Schlessinger, maîtresse de Flaubert. Attention : Paul Seban n'est pas n'importe qui, et Maud Rayer est une bien passionnante comédienne. Beaucoup de raisons pour se brancher sur Antenne2.

F.r.3 « Retour à Marseille », de René Allio - 21 h 50.

Chronique dramatico-intimiste des retrouvailles familiales entre Michel, cinquante ans, et tout un petit monde marseillais qu'il croit connaître et dont il ignore tout. Avec Raf Vallone et Andrea Ferreol.

JEUDI 5 JUILLET

T.f.1 « Une enfance rêvée », d'Isidro Romero - 21 h 30.

L'amour et la guerre. Des femmes porteuses de vie et des hommes porteurs de mort. Et aussi des enfants qui aiment des adultes. Ça doit craindre un max.

F.r.3 « La Fuite », téléfilm de Lucien Larjani - 20 h 35.

L'errance d'une femme entre l'amnésie et la folie. Pas gai, gai mais avec Macha Meril.

OPERA: VAISSEAU FANTOME, GRAND MACABRE ET... MAITRES CHANTEURS

Le règne fécond de Massimo Bogianck!no placé sous le signe de la redécouverte des opéras français ou écrits pour la France achoppe sur des conflits sociaux spécifiques à un trop grand vaisseau. Ce dernier sombrera.t.il ou hissera.t.il la grand - voile ?

PAR FABIAN GASTELLIER

L'OPERA de Paris fait les pointes, et le public retient son souffle. Tiendra, tiendra pas ? L'équilibre est précaire, la ballerine n'est plus toute jeune et sa silhouette fait dans le poussif. Avec plus de mille cinq cents personnes à bord, on ne navigue plus dans une gondole, on se trimbale un cuirassé. D'où la difficulté de certaines manœuvres nécessitant douceur et légèreté.

Rude été pour le lyrique. Dans la grande boutique paralysée, « Tannhaüser » a pris les traits de « l'Arlésienne », et nul ne sait encore si l'œuvre de Wagner verra le jour dans la mise en scène d'Istvan Szabo et les décors de Vasarely. Prévue pour le 26 juin dernier, la première a été reportée au 5 juillet. Avec un point d'interrogation. Les grèves récemment déclenchées par l'orchestre et le ballet ayant plus que fortement bousculé certaines séances de travail, on nage actuellement dans le flou complet. Ainsi que dans une perspective ouverte sur un horizon brumeux. Car il n'est guère évident, dans l'état actuel des choses, que les discussions entamées entre la direction et le personnel pour trouver un accord sur de nouvelles conventions collectives puissent aboutir facilement. Autant demander d'un côté aux catégories des salariés concernés de renoncer sans haut-le-cœur à un certain nombre d'avantages acquis au coup par coup à une époque — celle de Liebermann — où l'on ne gérait pas la crise, mais plutôt la prospérité.

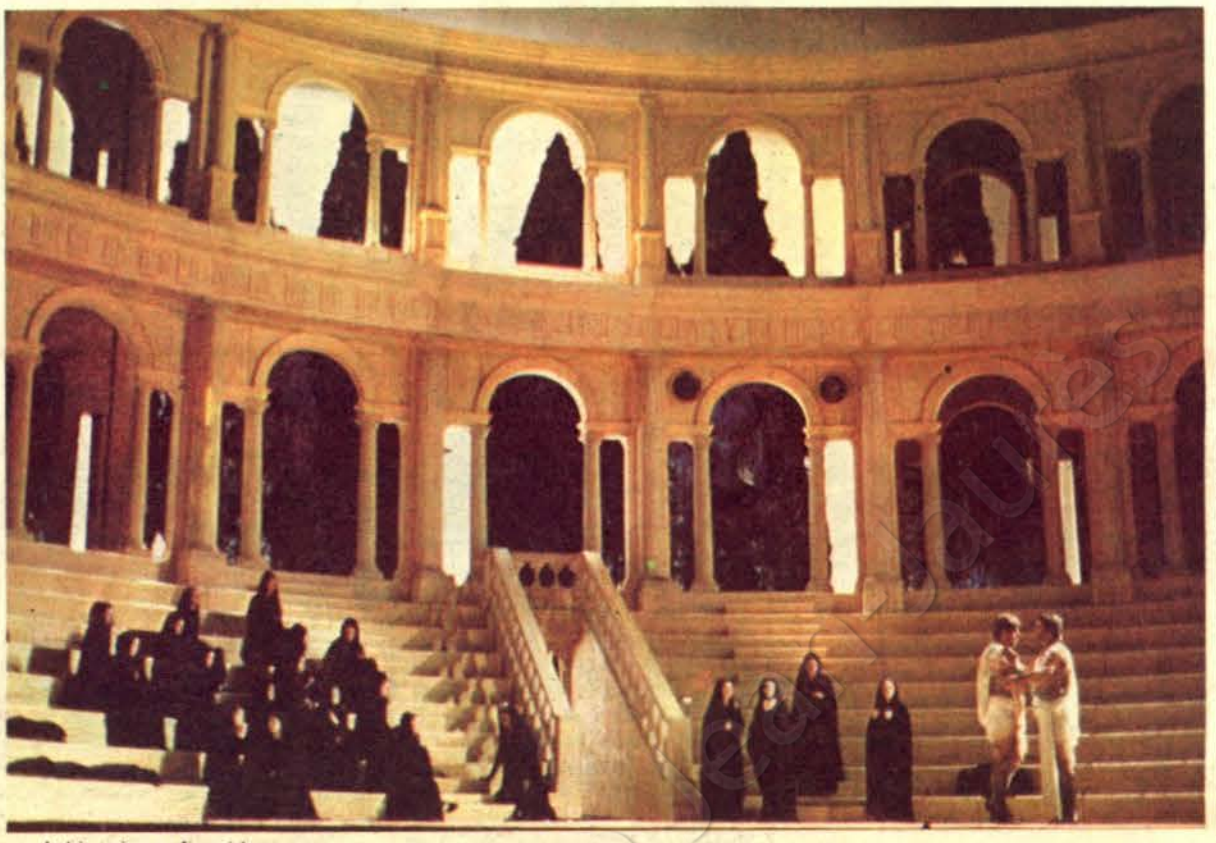
A pessimiste pessimiste et demi

Et, dans l'optique inverse, autant demander à la direction de reconduire sans broncher une politique ruineuse. L'heure n'est plus aux fastes, mais à la ceinture. Le genre d'argument qu'on digère difficilement. Possible — et sans doute probable — sur une seule année, le statu quo n'amène aucune solution. Et la situation présente ne va pas sans rappeler les heures noires du lock-out décidé par Chirac avant l'arrivée de Liebermann. On avait fermé la maison en attendant mieux. Fermera-t-on de nouveau l'Opéra pour attendre l'heure de la Bastille et réengager sur des bases totalement neuves ? A pessimiste, pessimiste et demi.

Dommage, cela dit, d'en être là à l'heure où l'on dresse le premier bilan, hautement positif, du règne de Massimo Bogianckino. Règne est un bien grand mot, d'ailleurs, puisque l'homme est si discret... Une discrétion qui n'exclut pas la fermeté, comme l'administrateur général devait le faire comprendre en présentant, lors de sa récente conférence de presse, le programme de la saison à venir. « Je suivrai en 1984-1985 la même politique qu'en 1983-1984 », devait-il dire d'emblée, coupant court aux commérages des Cassandre de tout poil qui avaient prédit la chute libre et le trou noir à cet « administrateur-bibliothécaire ». En plus d'un réel effort vers la création — même s'il s'agit de créer d'anciens opéras jamais montés en France tel le Don Juan de Dargomyzki, « le Convive de pierre » —, Massimo Bogianckino a deux idées force, qui sous-tendent d'évidence ce qu'il appelle sa « politique ». D'une part, la sauvegarde et la remise au goût du jour du patrimoine français — qu'il s'agisse des opéras français ou bien des ouvrages composés par des étrangers pour la France — et, d'autre part, le soutien actif à une nouvelle génération de chanteurs, histoire de préparer la relève et de ne pas se reposer sur les lauriers trompeurs du star system.

Incorrigibles en géographie comme pour le reste, les Français ignorent tout de ce qui fait leur nationalité pour n'encenser la plupart du temps que ce qui vient d'ailleurs. Ils ont tous vu Katmandou, mais ne savent guère où situer l'abbaye de Fontevrault. Ils adorent tous Verdi, mais ne connaissent pas une note de Meyerbeer. D'où la nécessité de leur rendre leur héritage. Massenet, Gluck et Debussy l'an dernier ; Meyerbeer, Chabrier, Rameau, Debussy, Gluck et Massenet encore pour la saison à venir. Sans compter le répertoire dédié à la Fance : le « Moïse » de Rossini en 1983-1984 et la seconde version du « Macbeth » de Verdi révisée pour Paris l'an prochain. Un choix qui n'enferme guère l'Opéra de Paris dans un système chauvin, mais permet à son public de mieux comprendre son histoire tout en retrouvant, fidèles au rendez-vous, les « Tosca », les « Butterfly », les « Bal masqué » et autres « Tristan » de ses amours. Un équilibre, en quelque sorte. Entre « identité et

(suite en page 23)



« Iphigenie en Tauride ».

Bernand



« Moïse ».

Pascal Lebrun



Massimo Bogianckino.



Alfredo Kraus dans « Werther ».

Collection Bibliothèque des Arts